

première ligne



RAPPORT D'ACTIVITÉS

-
2021

TABLE DES MATIÈRES

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE	03
L'ORGANIGRAMME ET LE COMITÉ	04
LES ÉQUIPES DE TRAVAIL	05
LES 20 ANS DU QUAI 9	06
TÉMOIGNAGE DE JOHNATAN	08

LE QUAI 9 – ESPACE D'ACCUEIL ET DE CONSOMMATION

STATISTIQUES ET TENDANCES DE CONSOMMATION	14
L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES SUIVIES POUR LE TRAITEMENT CONTRE L'HÉPATITE C ET SES ÉCUEILS	16
PROJET FEMMES	18
PERMANENCES MÉDICALES	19
POSTE TRANSFRONTALIER – APRETO	20
VIGNETTE SOCIALE	23

LE PÔLE DE VALORISATION SOCIALE

POINTS FORTS ET PRESTATIONS	28
SUIVI SOCIAL	30
BAGAGERIE	31
LE VOISINAGE	32
ATELIERS ADAPTÉS	32
LES ATELIERS CRÉATIFS AU SEIN DU DISPOSITIF D'INSERTION	33

NUIT BLANCHE

NIGHTLIFE	38
CONSEILS ONLINE	42
DRUG CHECKING	45
PERSPECTIVES 2022	47

AXES DE TRAVAIL ET PERSPECTIVES 2022	48
REMERCIEMENTS	50
COMPTES	52
IMPRESSUM	57

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Chères et Chers Membres, Partenaires, Collaboratrices et Collaborateurs de Première ligne,

L'année qui vient de s'écouler a été une année de célébrations. En 2021, le Quai 9 a soufflé ses 20 bougies !

Différents événements ont eu lieu, dont la pose d'une nouvelle banderole sur l'une des façades du Quai 9 réaffirmant des valeurs d'accueil inconditionnel, à toute personne usagère de drogues, indépendamment de son origine et de son statut légal ou illégal sur le territoire. Vingt ans d'activités du premier local de consommation à moindres risques en Suisse romande et dans la région franco-valdo-genevoise !

Pendant ces deux décennies, les collaboratrices et collaborateurs du Quai 9 ont accueilli, 7 jours sur 7, 365 jours par année, les usagers de drogues avec bienveillance et professionnalisme. Cet espace d'accueil et de consommation a permis de préserver au mieux leur santé mais a également participé à améliorer la situation pour les habitants du quartier des Grottes, notamment en limitant le matériel usagé dans l'espace public.

N'oublions pas que cette structure découle de la politique des quatre piliers (prévention, traitement, répression et réduction des risques) qui a fêté, quant à elle, ses 30 ans d'existence ! Le pilier de la réduction des risques a permis le développement d'actions et de programmes pionniers au niveau mondial, limitant clairement les overdoses mortelles et redonnant une dignité aux usagers de drogues.

Le dispositif Nuit Blanche a également poursuivi ses activités de prévention et d'information dans le domaine des drogues dites récréatives, avec le laboratoire d'analyses de substances psychoactives, mis en place en 2019. Nous pouvons réaffirmer notre fierté d'avoir pu mettre en place, après des années de discussion, ce dispositif qui est essentiel dans le travail de réduction des risques liés à l'usage de drogues. Par ailleurs, le Quai 9 et le Pôle, tout comme les autres associations accueillant des personnes en grande précarité, sont confrontés à l'augmentation ou la chronicité liée à des troubles et à des souffrances psychiques parmi nos usagers. Cela fait partie des enjeux auxquels Première ligne devra faire face ces prochaines années.

Étant un partenaire central et unique dans la mise en œuvre de ces politiques sanitaires, Première ligne a su, depuis sa création et, avec le Quai 9, rester au plus proche des besoins des personnes usagères de drogues. Notre association a fait évoluer ses prestations et les a défendues auprès des autorités sanitaires et sociales qui, par ailleurs, ont renouvelé à maintes reprises leur soutien.

Je tiens ici à remercier très sincèrement les collaboratrices et collaborateurs de Première ligne qui, durant cette année d'épidémie qui s'est prolongée, ont gardé leur détermination et se sont investis avec engagement et professionnalisme au service des usagers du Quai 9, du Pôle de valorisation et de Nuit Blanche.

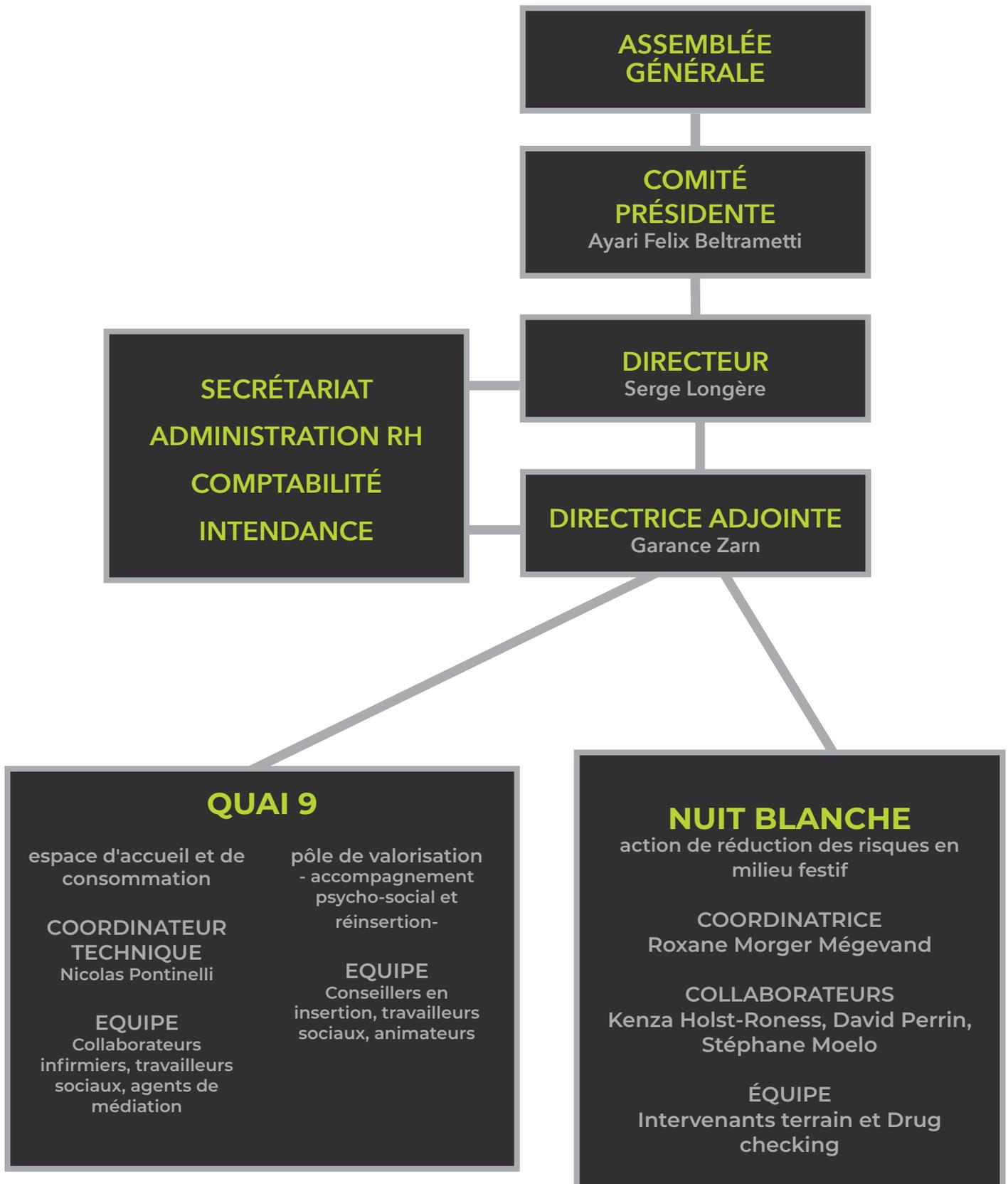
Pour ma part, la co-présidence puis la présidence de Première ligne ont été des expériences extrêmement riches et formatrices dans lesquelles je me suis investie avec toutes mes compétences et tout mon cœur; j'espère avoir été à la hauteur des enjeux et avoir contribué à accompagner l'association dans ses activités si essentielles ainsi qu'à ouvrir de nouveaux horizons.

Excellente lecture à vous !

Ayari FELIX BELTRAMETTI
Présidente

L'ORGANIGRAMME

Au 31 décembre 2021



LE COMITÉ

Au 31 décembre 2021

Ayari Felix Beltrametti, présidente

Jennifer Hasselgard-Rowe, trésorière

Marius Besson

Ludovic Lacroix

Sandro Cattacin

Frank Johr

LES ÉQUIPES DE TRAVAIL

Au 31 décembre 2021

La direction

Serge Longère

La direction adjointe

Garance Zarn

Administration et service comptable

Tiffany Fernandez pour l'administration, Schéhérazade Seraoui, Letizia Del Grosso, Frank Diaz - co/solutions (mandat externe)

Le service intendance

Emilienne Jayet Maneke N'Songa

L'équipe du Quai 9 et du Pôle de valorisation

Lise Bayo, Loïs Castellano, Vincent Carruzzo, Céline Costaz, Luviana Dufey, Vanessa Lehmann, Didier Mathis, Valentine Naef, Nicolas Pontinelli, Sofia Rodrigues, Olivier Stabile, Tamara Chkheidze, Cassandra Grandjean, David Sensibile, Linda Zehetbauer, Loïc Stefan, Gloria Jimenez- Théraulaz, Pascaline Comte Dizier (collaboratrice CSAPA Apreto - France), Laura Vincensini-Charpin et Anaïs Rapo et Rémy Favez.

Les agents de médiation

François Cordoba, Vincent Pedro Ramos, Claude Bosshard, Stéphane Coquio, Johnatan Fischer et Zakari Hannachi, remplaçant.

Et ses remplaçants-es

Sara Da Costa, Larry Giovo, Antoine Jaunin, Paula Sanchez, Nathanaël Sterenberg, Oscar Terron.

Les médecins de la Consultation médicale du Quai 9

Giovanni Innaurato et Sylvain De Lucia - Unité des Dépendances en médecine de premier recours (UDMPR) - Service de médecine de premier recours (SMPR-HUG)

L'équipe de Nuit blanche

Roxane Morger Mégevand, Coordinatrice, Stéphane Moelo, Collaborateur Drug checking, David Perrin, Collaborateur Drug checking et Conseil en ligne.

Kenza Holst-Roness, Chargée de projet Nightlife et communication digitale et chargée de communication pour l'association.

L'équipe d'intervenants Nuit blanche

Maeva Barria, Cyrus Brüggimann, Anna Ciminno, Alexandre Cochet, Eileen Dudley-Martin, Raphael Gay-Balmaz, Remco Kayser, Killian Gothuey, Marion Kirchhofer, Fatima Laribi, Scott Matthews Salmon, Vania Rocha da Silva, Raphaël Gautier.

Nos chaleureux remerciements aux collaboratrices et collaborateur Première ligne parti-e-s pendant l'année 2021, pour leur engagement.

Nos douces pensées à Roxane Aubry et Pierre Desnoyers.

LES 20 ANS DU QUAI 9

Linda Zehetbauer

Collaboratrice Première ligne

L'année 2021 a marqué un anniversaire important, les 20 ans d'ouverture de notre salle de consommation à moindres risques, le Quai 9, mais également les 30 ans de la politique de réduction de risques liés à l'usage de drogues.

Très vite, un groupe de travail s'est formé, composé des membres de la direction, du comité et de l'équipe afin de préparer un beau programme, l'idée était de rythmer l'année avec différents événements et manifestations, de manière à s'adapter également et rapidement aux changements des normes sanitaires.

Dans un premier temps, le groupe de travail s'est attelé à la conception d'une énorme banderole avec des phrases clés reflétant les enjeux actuels de la réduction des risques liés à l'usage de drogues. Le texte devait *sauter aux yeux* des visiteurs du quartier, mais également aux yeux des voyageurs arrivant à Genève en train. Ensuite, il a fallu organiser le brassage de notre « propre » bière pour pouvoir servir nos jolies bouteilles lors des moments conviviaux de nos manifestations. Pour ce faire, nous avons réalisé deux ateliers de brassage avec nos usagers et, un mois plus tard, la DecouVerte, initialement blonde, a trouvé sa petite sœur « l'ambrée ». 480 litres de bière ont été brassés et mis en bouteille.

Afin de communiquer régulièrement sur les différentes actions que nous avons entreprises, nous avons créé une plateforme virtuelle qui a été alimentée avec des photographies contant l'histoire de vingt ans d'existence du Quai 9.

Ainsi, durant 2021, se sont déroulés les événements suivants :

28 mai : Conférence de presse et déroulement de la grande banderole

Après la conférence de presse, l'énorme banderole attendait d'être déroulée. Les invités de marque sont arrivés parmi lesquels des personnes clés de la réduction des risques et de la santé. Le conseiller d'Etat M. Mauro Poggia, le premier directeur de Première ligne, M. Christophe Mani et l'ancienne présidente de la Confédération, Mme Ruth Dreifuss. Les différentes prises de parole ont marqué un moment très fort. Lorsque Madame Dreifuss a pris la parole, quelques usagers étaient très émus et avaient des larmes aux yeux.

26 juin : Support. Don't punish

L'événement suivant s'est déroulé durant le 26 juin, journée mondiale du mouvement « Support. Don't punish ». Cette campagne revendique une politique des drogues davantage sociale, sanitaire et humaine, en réponse à certaines pratiques encore en vigueur dans divers pays qui restent répressives, violentes et qui criminalisent les personnes usagères de drogues. Cette journée fut l'occasion d'inviter les anciens collaborateurs.trices de Première ligne afin d'honorer leur engagement dans l'expérience du Quai 9 depuis 2001.

La salle s'est transformée en exposition insolite présentant des pipes à crack, fabriquées par une usagère avec des objets recyclés. Un apéritif dînatoire a été préparé par des usagers, accompagnés par Gloria, un bar servait la « DecouVerte » et, pour finir en beauté, un photomaton a immortalisé ces moments joyeux et festifs.

28 juillet : Journée hépatite au Quai 9

L'équipe du Quai 9 a marqué cette journée importante qui rappelle que les risques d'être infecté au virus de l'hépatite C restent toujours très importants, beaucoup plus qu'avec le virus VIH. Entre ateliers et dépistages, la journée a été très appréciée par les usagers.

Août : Edition spéciale du Journal de Première ligne

Le numéro 35 de notre journal « Première ligne » a été édité au mois d'août, rappelant notamment le succès de la politique suisse basée sur les quatre piliers d'intervention (prévention, traitement, répression et réduction des risques).

30 septembre : Visite des membres de la plateforme réduction des risques du Grea de Quai 9.

Serge Longère, directeur de Première ligne, a invité des membres de la plateforme réduction des risques du Groupement romande d'études des addictions (GREA) à visiter le Quai 9. Après la visite de la salle de consommation, le groupe a continué son échange sur le Bateau Genève, en discutant plus spécifiquement sur la problématique actuelle de la consommation de crack.

21 novembre : Visite de l'équipe de Première ligne des salles de consommation à Zurich

Toute l'équipe de Première ligne ainsi que la direction et des membres du comité se sont rendus à Zurich pour visiter deux salles de consommation. Nous avons été accueillis chaleureusement et les échanges ont été très instructifs. Les différentes pratiques nous ont étonnés (pour exemple la tolérance du micro deal). Un repas partagé dans la Riithalle et une visite au parc Platzspitz, l'endroit de la scène ouverte dans les années quatre-vingt, ont fait partie du programme.

2 décembre : Forum Addictions : Journée sur la réduction des risques

Pour clore cette année anniversaire, le 41ème Forum addictions a été organisé par Première ligne et le GREA et avait pour titre « 30 ans de politique de réduction des risques : changement de paradigmes & enjeux transversaux ». L'ensemble des collaborateurs et collaboratrices de Première ligne a participé à cette journée, avec l'intervention d'une collègue. Le programme de cette journée a été fort intéressant avec une richesse d'interventions et de regards croisés entre des représentants des quatre piliers de la cette politique drogues. Les membres et l'équipe de Première ligne ont eu la possibilité de continuer la soirée sur le Bateau Genève. Cette soirée a été une petite bulle d'air dans cette période de pandémie. Nous n'étions pas nombreux, mais les amis les plus proches de l'association ainsi que son équipage ont pu lever les verres en l'honneur des 20 ans du Quai 9 et des 30 ans de la politique des 4 piliers, grâce à un engagement militant et solidaire pour une approche plus humaine dans le travail avec des personnes usagères de drogues.

TÉMOIGNAGE -

" apprendre à s'aimer soi-même, se valoriser c'est super important ! "

Témoignage de Johnatan, 27 ans

praticien en pneumatique et cuisinier AFP

Mots recueillis par Gloria Jimenez-Théraulaz,

animatrice d'ateliers créatifs et d'insertion, biographe

Je suis arrivé à Genève il y a six mois. J'y suis venu parce que je connaissais Quai 9.

Avant, lorsque j'habitais Fribourg, je venais acheter mes « zips » à Genève et les fumais au Quai 9.

C'est à cause d'un besoin d'argent que j'ai commencé à dealer de l'héroïne en fume et c'est à force d'en vendre que j'ai commencé à consommer. Puis le manque est venu et j'ai continué à consommer pour ne pas le sentir. En fait, moi, je me droguais pour pouvoir aller au travail. Je ne laissais rien voir, je faisais ça discrètement jusqu'au jour où je me suis fait prendre par la police. Après ça, je suis passé au traitement au Sèvre long jusqu'à la dispute avec ma copine et la séparation qui a suivi en 2018.

Parents à 16 et 21 ans, nous étions jeunes, elle sans métier et sans boulot, et moi le seul à travailler. A Fribourg on ne connaissait personne, on était replié sur nous, on ne voyait personne ... Moi, je m'occupais de tout, même du ménage et du repas durant la coupure de midi au restaurant... j'étais fatigué, je prenais des drogues pour tenir le coup. Après ma séparation, j'ai laissé l'appartement à ma compagne et mon fils et je suis allé habiter chez mon père. Je suis resté quatre mois chez lui pour ensuite, avec une visée d'abstinence, aller au Radeau, un centre d'accueil résidentiel.

Trois mois plus tard, alors que j'étais au Radeau, j'ai appris qu'on allait nous enlever notre fils, qu'il allait être confié aux services sociaux. Une enquête avait été menée mais personne ne m'avait mis au courant, ni consulté. Je l'ai su du jour au lendemain et j'ai eu un choc émotionnel en apprenant la nouvelle, je ne comprenais pas. Je me suis senti très mal et j'ai commencé à injecter... Je voulais en finir... Je ne comprenais pas pourquoi mon fils devait partir en foyer, personne ne m'avait averti... Je savais que mon ex avait fait une dépression, que les voisins avaient appelé la police... Et puis ils se sont servis du fait que je consommais de l'héroïne... Je n'ai pas pu défendre ma cause et elle... Elle ne m'avait pas dit la vérité non plus.

A la base, ma décision d'aller au Radeau c'était pour faire plaisir à mon père et à la justice... Alors après ce qu'on m'avait fait... J'ai arrêté et je me suis retrouvé à la rue. Du coup, les services sociaux de Fribourg ne m'ont pas aidé, je recevais juste CHF 10.- par jour, avec ça on ne peut pas faire grand-chose. Pour dormir, j'ai pu rejoindre La Tuile, un centre d'accueil de nuit qui met les gens dehors dès 8h00 du matin... Alors les journées sont longues et je ne faisais que penser, boire, me droguer et tourner en rond. A tel point que je n'arrivais même plus à aller voir mon fils au foyer... Je me sentais trop mal... J'étais dans de mauvaises énergies et je ne voulais pas qu'il ressente ça, qu'il me voie en souffrance. Je me sentais coupable, alors je n'y suis plus retourné, je ne l'ai pas vu pendant un mois, j'étais en dépression.

Après un mois à La Tuile, mon ex m'a proposé une colocation avec une de ses copines dans l'intention de reprendre notre relation, mais cela n'a pas fonctionné et je suis retourné à La Tuile. Là-bas je n'arrivais pas à dormir dans la chambre à quatre personnes, alors je prenais de grosses doses de Dormicum.

La journée ne passait pas, j'avais froid et les services sociaux de Fribourg ne voulaient toujours pas m'aider, je n'ai jamais su pourquoi. J'étais révolté car j'ai toujours travaillé avant cette période. J'étais déçu par les services sociaux qui m'ont fait sentir comme « une merde ». Je les avais pourtant prévenus que j'allais quitter le Radeau...J'avais besoin qu'on m'aide... A La Tuile, je me suis retrouvé avec des gens qui sont d'une autre classe sociale, des alcooliques, tout était sale...je suis tombé de haut.

Alors, je ne rentrais que pour dormir et complètement pété au bleu pour tenir le coup. Je n'avais même plus de téléphone, j'avais été obligé de le vendre pour vivre. Lorsque j'ai quitté La Tuile, j'y ai laissé toutes mes affaires tellement j'étais dégouté. J'ai alors décidé de quitter Fribourg et de me rendre à Genève.

Depuis la gare, je me suis rendu directement au Quai 9. Je suis arrivé à 16h00, j'ai parlé à un travailleur social qui a tout de suite appelé l'UMUS. Là-bas, ils m'ont trouvé un logement à l'Armée du Salut, il était 18h00 ! Quel changement ! J'avais une chambre pour moi tout seul avec ma propre clé, « tu as déjà l'impression d'avoir un petit chez toi et tu te sens déjà mieux ». J'ai commencé par me reposer et ensuite, j'ai trainé deux semaines autour du Quai 9 à me droguer. Puis, j'ai entendu dire qu'il y avait des « petits jobs » alors j'ai sollicité le Pôle social et j'ai rencontré Loïc, un des travailleurs sociaux. J'ai tout de suite accroché avec lui, j'avais le feeling. Loïc a su me donner confiance, me tirer vers le haut alors que j'étais au fond du trou, j'ai pu m'inscrire pour travailler.

Au début, il fallait tenir une heure...Puis deux heures. Durant deux mois, j'ai travaillé presque tous les mardis, jeudis et vendredis, et grâce à ça j'ai pu tenir financièrement car je gagnais CHF 20.- en plus des CHF 10.- par jour. Loïc m'a aussi encouragé et donné envie d'aller revoir mon fils qui a quatre ans à présent, de reprendre contact avec mon père avec qui j'avais rompu le lien à la suite de mon départ du Radeau.

Je pensais qu'il m'en voulait mais je lui ai écrit...Il m'a répondu...Il ne m'en voulait pas...Il était juste un peu déçu mais on a repris contact et c'est le plus important.

Et puis, je suis allé voir mon fils, cela m'a fait du bien, j'ai retrouvé à nouveau du plaisir et du coup ça m'a donné envie de faire des démarches, d'avancer.

Une assistante sociale de l'association Tremplin m'a aussi beaucoup aidée et grâce à ses démarches, j'ai obtenu un appartement à Fribourg, un quatre pièces et demie ! Je vais pouvoir reprendre une vie avec mon fils. En attendant, mon père s'est proposé comme famille d'accueil.

Pourquoi je suis venu à Genève ? Pour l'effet miroir...Pour voir ce que j'étais en train de devenir...Pour me dégouter de moi-même. Je m'en rends compte...Ce n'est pas moi tout ça, je ne suis pas à ma place !

En arrivant ici je prenais beaucoup de « bleus », à tel point que le lendemain on me racontait comment j'avais été et je ne m'en rappelais pas... « tu fais des trucs dont tu ne te rends pas compte...tu oublies et ça fait peur...ça dégoûte... » Je me suis dit « il faut que je parte...que je reprenne ma vie... ».

Un jour je suis allé boire un verre avec un des médiateurs de Quai 9. A ce moment-là, j'ai réalisé que la vie sociale, le sport, travailler, faire mes courses, m'occuper, me rendre utile, que tout ça me manquait...tout ce que tu ne fais plus quand tu erres... Lorsque tu es là, comme un fantôme pour les passants...invisible. Ici c'est comme un zoo, les gens qui passent te prennent en photo... Ici tu n'as pas d'amis... Ici, c'est comme un jour sans fin, le même jour qui recommence sans cesse...tu perds la notion du temps.

Mais ici, j'ai aussi rencontré des gens qui m'ont parlé de la réalité, pas de ce que j'avais envie d'entendre, j'ai enfin perdu mes œillères et j'ai cessé de me voiler la face. J'ai aussi appris qu'il faut parler quand cela ne va pas bien, ne pas attendre le non-retour. Apprendre à s'aimer soi-même, se valoriser c'est super important !

Depuis, j'ai ouvert les yeux et j'ai réalisé que j'avais assez perdu de temps et d'argent. J'ai aussi ressenti une vraie envie au fond de moi de reprendre ma vie en main, d'avoir à nouveau une vie sociale, d'avoir d'autres sujets de discussion que la drogue.

Aujourd'hui, je quitte Genève, je retourne à Fribourg auprès de ma famille, je suis prêt pour ma nouvelle vie !

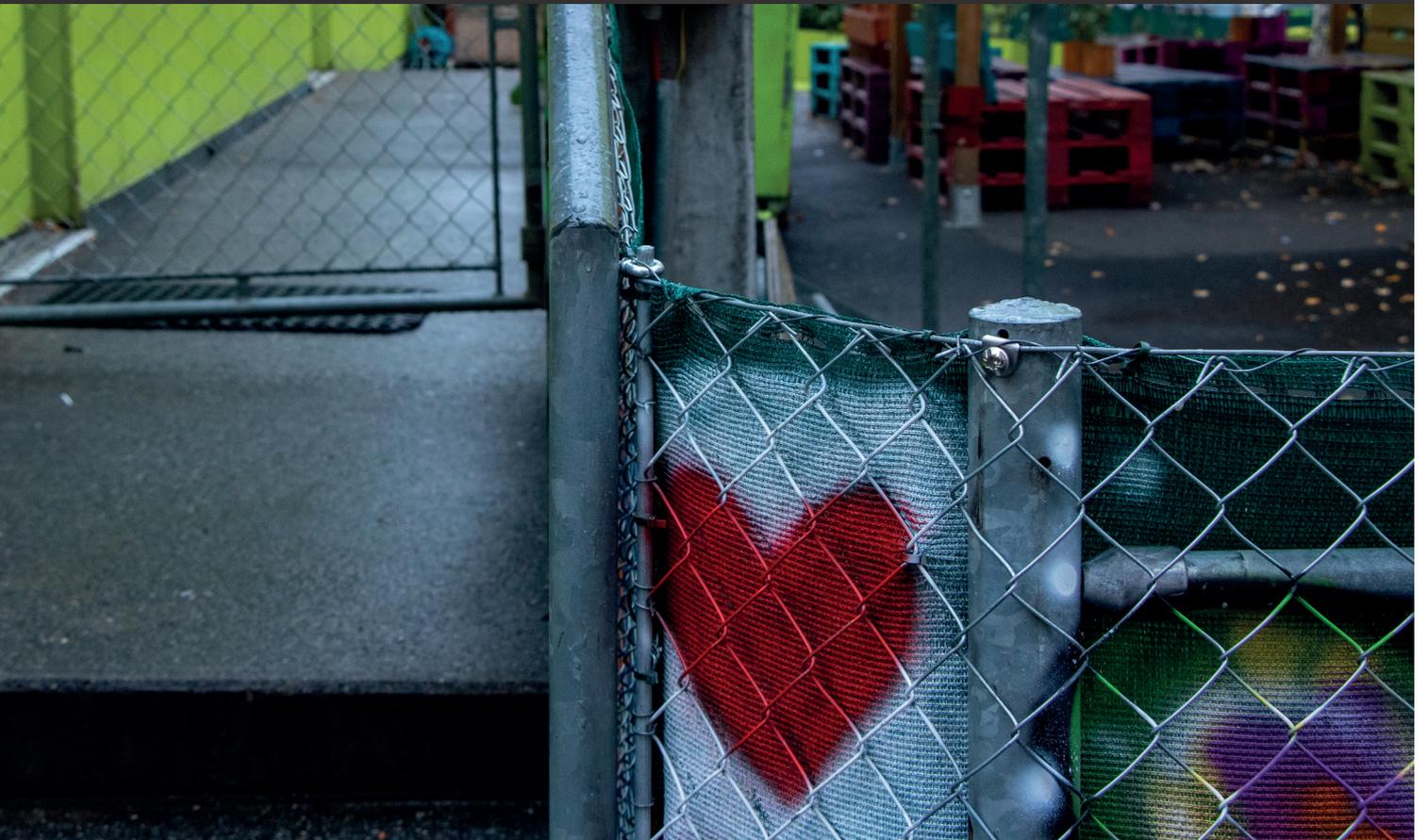


LE QUAI 9

-

espace

**d'accueil et de
consommation**



STATISTIQUES ET TENDANCES DE CONSOMMATION

*Tamara Chkheidze, Lise Bayo, Céline Costaz, Luviana Dufey, Laura Vincenzini,
David Sensibile, Olivier Stabile, Vincent Carruzzo*

Collaborateurs.trices Première ligne

Nouvelles personnes et consommations

En 2021, le nombre de nouveaux inscrits est de 75 personnes, pour 64 hommes et 11 femmes.

En salle de consommation, nous avons eu 41'004 passages (37'048 passages pour les hommes et 3'956 passages pour les femmes). Au total, 729 personnes différentes ont fréquenté le lieu pour 621 hommes et 108 femmes. Nous avons enregistré une hausse de 7'561 passages.

Le mode de consommation principal déclaré à l'inscription est le suivant :

- 44 pour l'inhalation,
- 26 pour l'injection,
- 5 pour le snif.

Malgré la pandémie et les restrictions dues aux mesures sanitaires, nous avons constaté une augmentation de la fréquentation en salle de consommation.

Nous pouvons également mentionner ces quelques éléments chiffrés pour ces nouvelles personnes :

- 10 ont un travail fixe et 62 bénéficient de l'aide sociale,
- 29 personnes ont des enfants et 59 sont sans statut légal en Suisse,
- 33 personnes inscrites ont commencé la consommation avant 18 ans,
- Au moment de l'inscription, seulement 2 personnes, selon leur déclaration, étaient séropositives au HIV et 5 à l'Hépatite C.

Overdose

43 usagers ont fait une overdose (OD) pour 37 hommes et 6 femmes.

La principale cause de l'OD reste la consommation par injection. 27 par injection, 8 par sniff et 4 par inhalation.

Rappelons que l'ensemble des intervenantes et intervenants du Quai 9 sont formés à la réanimation.

Les outils et les supports utilisés sont de l'oxygène, de la ventilation, des massages cardiaques et l'appel au 144.

Il y a eu 41 appels aux urgences, dont 27 sont partis avec l'ambulance.

Globalement, 858 soins ont été prodigués en 2021. L'injection reste le mode de consommation majoritaire pour les personnes qui sont venues demander des soins. Enfin, il y a eu plus de 500 relais sur des structures de soins ou de santé.

Tendances de consommation

Les modes de consommation n'ont pas changé. La tendance est toujours à l'inhalation avec plus de 21'691 passages, soit une augmentation de plus de 9% par rapport à 2020.

Toujours par rapport à l'année 2020, l'injection est en baisse de 7 % avec 13'167 passages et le sniff en baisse de 1 % avec 6'146 passages.

Chez les hommes, 23% préfèrent le sniff, 33% l'injection et 44% l'inhalation.

Chez les femmes, la tendance est la même avec 28% pour le sniff, 31% pour l'injection et 41% pour l'inhalation.

En 2021, quel que soit le mode, les produits consommés n'ont pas changé : l'héroïne reste phare avec 52% des consommations, le Dormicum se classe en 2e position avec plus de 23%. Vient ensuite la cocaïne avec 16%, le sulfate de morphine avec 5%, la méthadone avec 3% et 1% pour les autres produits (Ritaline et autres nouveaux produits de synthèse).

Par mode de consommation :

Par inhalation : héroïne à 66 %, cocaïne à 23 % (forte augmentation en regard de 2020 qui mentionnait 8,9 % de cocaïne fumée), Dormicum à 10 % et autres produits à 1 %.

Par injection : Dormicum à 38 %, héroïne à 33 %, sulfate de morphine à 15 %, méthadone à 8 % et cocaïne à 5 % (contrairement à 2020 où l'injection de cocaïne s'élevait à 11 %).

Par sniff : pas de nouveauté, héroïne à 47%, Dormicum à 49%, cocaïne à 2% et autres produits à 2%.

L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES SUIVIES POUR LE TRAITEMENT CONTRE L'HÉPATITE C **ET SES ÉCUEILS**

Tamara Chkheidze, Lise Bayo, Céline Costaz, Luviana Dufey, Laura Vincenzini

Collaboratrices Première ligne

2021 représente une année supplémentaire avec la situation sanitaire liée au COVID. Dans ce contexte, il y a eu des conséquences sur l'accueil, avec notamment un nombre réduit de nouvelles personnes ou d'effectif réduit pour les professionnels engagés au Quai 9 (en quarantaine).

En termes de dépistage VIH, nous avons mené 55 entretiens, avec 54 dépistages pour 48 personnes différentes.

Sur les 35 hommes dépistés, 14 étaient positifs. Sur les 13 femmes, 8 étaient positives.

Malgré cette situation, nous avons pu donner le traitement contre l'Hépatite C et suivre 4 usagers. Ces personnes n'ont pas présenté d'effets secondaires pendant le traitement et étaient satisfaites de notre accueil et de la disponibilité que nous avons proposée. En effet, nous rencontrons les personnes au minimum une fois par semaine, sans fixer une heure de rendez-vous.

Pour les personnes que nous avons traitées, nous avons pu nous adapter à la demande et à leur situation : une personne gardait son traitement à domicile et venait faire un bilan chaque semaine, deux personnes nous ont laissé leur traitement au Quai 9 et venaient chaque semaine pour remplir leur pilulier (que nous leur avons donné) et faire le bilan hebdomadaire; la quatrième personne nous a laissé son traitement et venait tous les jours le prendre.

Le fait que nous ayons un lien et une attitude non-jugeant envers elles a également été une motivation pour être traité au Quai 9.

Cependant, nous avons rencontré quelques difficultés durant cette première année de projet. Tout d'abord, lors d'un dépistage rapide réactif à l'hépatite C, nous devions faire une prise de sang mais pour plusieurs personnes, à cause de leur capital veineux réduit, la prise de sang s'est avérée impossible à faire. Plusieurs situations s'étant déroulées lors de l'absence du médecin, nous avons dû différer la prise de sang, ce qui a parfois amené à une perte de vue de la personne ou a demandé plus de temps pour commencer le traitement. Ensuite, une fois la prise de sang effectuée, les résultats nous étaient transmis après dix jours, ce qui a aussi abouti à une perte de vue de la personne. Aujourd'hui, cette attente est réduite à cinq-six jours car nous recevons le résultat des HUG directement sur le site du laboratoire.

Précisons que lorsqu'une personne est éligible pour le projet, nous devons remplir un dossier et, pour les personnes assurées en Suisse, nous avons besoin du numéro d'assuré. A plusieurs reprises, nous avons dû différer car l'utilisateur n'avait pas son numéro. La confirmation de remboursement de l'assurance-maladie (trois à cinq semaines) a été l'élément le plus problématique dans tout le processus.

Pour les personnes non assurées en Suisse, nous avons commandé le traitement via un buyer's club (envoyé depuis l'Australie), ce qui prenait environ deux semaines pour recevoir le traitement par la poste.

Comme mentionné plus haut, la COVID-19 et les absences ont eu un impact sur le travail sur le terrain. En effet, selon l'effectif du jour et la charge de travail, les collaborateurs du groupe VCT étaient dans l'impossibilité d'être entièrement disponibles pour proposer les dépistages et pour répondre aux questions.

Précisons également que nous avons perdu de vue les personnes usagères de drogues qui consomment moins, qui cherchent à s'éloigner du lieu ou encore qui viennent ponctuellement, une fois le dépistage et la prise de sang faits ainsi que le dossier rempli. Au contraire, pour celles qui sont "trop dans la consommation", il était très difficile de les extraire le temps d'un dépistage ou pour leur transmettre le résultat de la prise de sang. Enfin, concernant l'adhésion à ces dépistages, beaucoup d'utilisateurs ne veulent pas faire de dépistage car, le dernier effectué étant négatif, ils ne considèrent pas avoir pris de risque entre temps.

PROJET FEMMES

Valentine Naef

Collaboratrice Première ligne

Dans le contexte de la consommation de drogues, les femmes restent minoritaires. Au Quai 9 en 2021, les chiffres ont souligné cette nette asymétrie dans la présence, avec 86% d'hommes et 13 % de femmes.

La question des soins et des besoins spécifiques apportés aux femmes accueillies dans notre structure date depuis l'ouverture du Quai 9, avec notamment la nécessité de soins gynécologiques qui a émergé au sein du réseau genevois lors de rencontres régulières entre professionnel.le.s de terrain. Bien souvent, nous sommes témoins de récits sur la marginalité, les pratiques de service sexuels*, l'isolement, les circuits de violence et les représentations sociales qui pèsent sur elles.

De plus, la rupture avec les soins de santé, dans les cas où il y avait un suivi préexistant, expose les femmes à des risques accrus d'infections, de grossesses non désirées et de maladies multiples.

À la suite d'un sondage, les femmes usagères expriment un réel besoin de rencontres et de discussions autour des questions de genre. Nous avons aussi constaté une carence sur le plan des soins gynécologiques. En effet, la peur du jugement par les soignants demeure très présente, en particulier pour des soins intimes.

Nous sommes ainsi allées à la rencontre du réseau genevois qui était susceptible d'accueillir ou d'avoir accueilli les femmes qui viennent au Quai 9. Nous avons voulu créer des liens privilégiés avec des professionnel.le.s sensibles à cette problématique. Nous avons rencontré la Dresse Epinay, responsable du service de périnatalité, Madame Nathalie Crea, sage-femme de liaison aux HUG, Madame Monette Cherpi du Planning Familial et la Dresse Yaron, médecin responsable des consultations ambulatoires de gynécologie. Suite à cela, nous avons cherché à joindre des médecins-gynécologues qui étaient disposés à accueillir nos usagères au sein de leur cabinet.

Par chance, durant l'année 2021, Madame Rosalie Hatfield, infirmière au Groupe santé Genève, nous a informé qu'une consultation en gynécologie par un.e médecin.bénévole allait ouvrir prochainement au sein de leur structure. Elle a ainsi coordonné l'accueil des femmes, orientées par plusieurs associations genevoises. La proximité entre nos structures favorise la venue de nos usagères.

Depuis septembre 2021, il nous est possible de les accompagner une fois par mois dans ces démarches de soins qui nous semblent indispensables. Cet accès facilité est une véritable opportunité pour nos usagères, tant pour celles qui auraient besoin de temps pour « raccrocher » vers ce type de soins que pour celles qui en feraient un usage spontané. Nous poursuivons plus que jamais notre travail afin d'encourager nos usagères à prendre soin de leur santé, à réduire les risques des maladies sexuellement transmissibles et les risques aggravés qui en découlent et, espérons-le, à reprendre contact avec leur corps.

* Ce que nous appelons un « service sexuel » n'est pas à proprement parler de la prostitution du fait que la transaction se base sur l'obtention d'un produit stupéfiant dans un contexte donné.

PERMANENCES MÉDICALES

Giovanni Innaurato, Sylvain De Lucia

Médecins - Service de médecine de premier recours (SMPR-HUG)

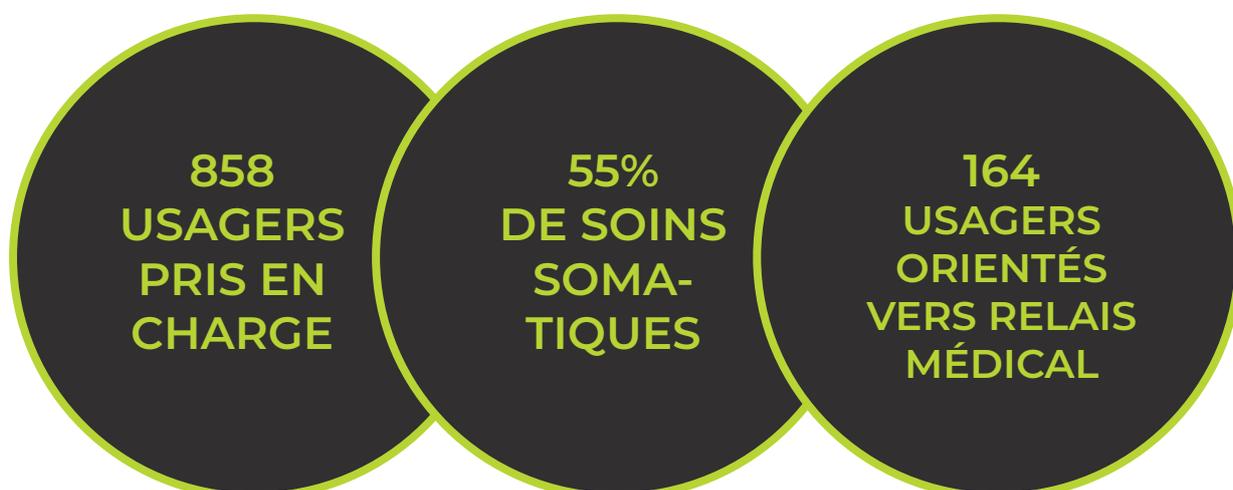
Durant l'année 2021, en tant que médecins de l'Unité des dépendances en médecine de premier recours des HUG, nous avons eu le plaisir de continuer notre collaboration avec l'équipe du Quai 9, en poursuivant les permanences médicales à raison de 6h par semaine.

Cette année, les soins médicaux - anonymes, sans rendez-vous et gratuits prodigués par l'ensemble des collaborateurs du Quai 9 - ont permis de prendre en charge 858 usagers. 32% des consultations ont été effectuées par les médecins sur les heures de permanences. Les soins somatiques, en particulier cutanés, en lien ou non avec des injections, représentent 55% des consultations, les investigations des états somatiques 12% et les conseils sur la dépendance 4%. Parmi les 858 usagers vus en consultation, 164 d'entre eux ont été adressés vers un relais médical, urgent ou non, soit environ 20% du nombre total.

Nous avons poursuivi le travail d'écoute, d'information, et parfois de réassurance. Une simple présence, une discussion apparemment anodine ou encore le pansement d'une petite plaie permettent toujours d'instaurer un climat de confiance. Cela permet par la suite la reprise d'un suivi médico-social, l'orientation vers des lieux de soins généraux ou la prise en charge de la dépendance et, parfois, d'accepter plus sereinement une prise en charge aux urgences.

Nous avons continué notre participation (inclusion et prélèvements difficiles) à l'étude sur le dépistage et le traitement de l'hépatite C en collaboration avec le Groupe santé Genève, ayant permis cette année de dépister 55 usagers et de traiter 9 des 21 personnes réactives.

Enfin, nous accueillons toujours les étudiants de 4e année de médecine toutes les semaines. De plus en plus d'entre eux connaissent le Quai 9, certains découvrent son existence mais pour tous, il s'agit d'une expérience positive (facilitée par l'accueil formidable de l'équipe) et instructive qui permettra certainement à ces futurs médecins de se libérer de préjugés toujours tenaces



POSTE TRANSFRONTALIER - APRETO

Pascaline Comte Dizier

Collaboratrice APRETO Annemasse

Le poste transfrontalier a débuté en mars 2018. Il est né d'un long travail partenarial entre nos deux associations, Première ligne et l'Apréto, afin de donner une réponse cohérente et adaptée aux usagers de drogues français :

Pour rappel voici les missions de ce poste :

Développer la collaboration transfrontalière entre les associations Première ligne à Genève et APRETO à Annemasse.

Intervenir le plus précocement possible afin de raccourcir le temps passé dans l'addiction et la précarité sur le sol suisse et donc en rupture de droits et d'accès aux soins avec le pays d'origine.

Informier, orienter et accompagner les personnes usagères de drogues de nationalité française fréquentant le Quai 9 (salle de consommation à moindre risque) vers une prise en charge sanitaire et sociale en France, sur l'agglomération annemassienne, où cette prise en charge est possible avec l'Apréto d'une part, et avec les centres d'hébergement d'urgence et d'insertion d'autre part.

Coordonner avec les collaborateurs.trices de Première ligne (Quai 9 et Pôle) les suivis individualisés des personnes usagères de drogues de nationalité française sur leur territoire d'origine.

Le poste transfrontalier est unique en son genre. La manière de travailler est également particulière à ce poste. En effet, il nécessite à la fois observation, patience, adaptabilité et souplesse. La première étape consiste à entrer en lien avec les usagers français utilisant la salle de consommation à moindres risques.

Les rencontres se font à l'accueil, en salle de consommation ou aux abords du Quai 9. La plupart du temps, je profite des collaborateurs socio-sanitaires et de leurs connaissances de la personne afin qu'ils me présentent aux usagers. Cette mise en lien rassure souvent les usagers qui font confiance aux collaborateurs.

Pour la suite des rencontres, l'une des difficultés est que les personnes ne sont pas toujours disposées à un échange ou à entreprendre des démarches. Il faut trouver le bon moment, l'interstice qui va permettre de créer du lien. Parfois, il aura fallu plus de quinze rencontres, avec simplement un « bonjour », parfois quelques bribes de paroles pour que cela débouche sur un entretien de cinq minutes et puisse faire émerger une demande.

Une autre manière d'entrer en contact avec les personnes est le travail en lien avec le Pôle d'insertion sociale. Je profite des temps d'ateliers « bas seuil » du Pôle pour rencontrer des personnes de nationalité française qui auraient sollicité le dispositif ou pour approfondir la connaissance d'une situation. Je peux également profiter de ces moments hors consommation pour leur proposer un entretien individuel, permettant parfois de réaliser de riches échanges.

Les demandes et les besoins des personnes sont multiples et sont propres à chacun. Malgré tout, j'ai pu noter que la grande majorité a une situation administrative très précaire (vol ou perte des papiers d'identité, plus de couverture maladie, pas d'accès aux droits sociaux, etc.). La majorité d'entre elles sont sans domicile fixe sur Genève, parfois depuis de nombreuses années, sans être retourné en France. Les situations individuelles sont donc très complexes. Et bien que la frontière ne se situe qu'à dix kilomètres, il n'est pas si simple pour elles de venir jusqu'à Annemasse. En effet, pour les personnes les plus marginalisées, leur quotidien à Genève est souvent source d'inquiétude et de tensions. Chaque jour, elles doivent gérer l'effet du manque, trouver à manger, de l'argent, du produit, gérer leurs consommations et, le soir venu, se mettre en sécurité, sans parler des risques permanents liés à la police. Les contrôles sont réguliers, parfois même plusieurs fois par jour. Les amendes s'accumulent et sont converties en jours amendes. Beaucoup de personnes accompagnées font des séjours à la prison de Champ Dollon (prison à Genève).

Cependant, les réorienter vers la France trop rapidement a montré ses failles. Une arrivée en France sans préparation est vouée à l'échec. La situation à l'égard de l'hébergement est une vraie problématique : démarrer une inclusion en substitution demande d'être disponible tous les jours pour pouvoir se rendre au Centre de soins de l'APRETO. Leur demander de faire ce trajet tous les jours pour être à Annemasse est très coûteux en transport en commun et engendre le risque de se faire verbaliser. Accéder à un hébergement est extrêmement difficile : d'une part, il n'est pas possible d'appeler le 115 (numéro d'hébergement d'urgence) depuis la Suisse, d'autre part, les hébergements proposés ne sont pas tous à Annemasse et doivent être renouvelés tous les jours. Autre point important, certains d'entre eux ont des animaux de compagnie, ce qui complique encore plus l'accès au logement. C'est pourquoi, l'Apreto propose des nuits d'hôtel afin de faciliter les conditions d'inclusion. En 2021, 6 personnes ont pu en bénéficier.

Bilan année 2021 : 44 personnes ont été rencontrées dont 13 nouvelles personnes.

Sur les 44 personnes rencontrées :

- 7 personnes, avec orientation sur l'Apreto pour un traitement de substitution,
- 11 personnes ont été accompagnées lors d'incarcération,
- 2 personnes accompagnées en lien avec les HUG (Hôpitaux Universitaires de Genève) à la suite d'hospitalisations,
- 5 personnes ont bénéficié d'une domiciliation à l'Apreto, 16 personnes bénéficiant déjà d'une domiciliation à l'Apreto.

Type de demandes et de démarches :

- Traitement de substitution
- Droits sociaux : Caisse d'Allocation Familiale, Revenu Solidarité Active, Complémentaire santé.

- Nécessité de domiciliation
- Renouvellement des papiers d'identité
- Problèmes médicaux
- Accès au logement
- Impôts
- Violences conjugales
- Recherche d'emploi
- Pôle emploi
- Orientation insertion
- Sevrage/cure/post cure
- Lien avec les avocats

Grâce à la confiance qui m'est accordée par l'association Première ligne, j'ai une grande mobilité et une capacité de travail dans les meilleures conditions permettant ainsi de toujours être au plus près des usagers et de leur réalité.

De plus, des temps d'échanges réguliers avec les professionnels du Pôle et du Quai 9 permettent de faire le point sur les différents accompagnements et avoir, ainsi, une connaissance réciproque permettant un suivi constant et cohérent.

Après ces quatre ans sur le poste transfrontalier, il est temps pour moi d'aller vers d'autres horizons professionnels. J'en profite pour remercier l'ensemble du personnel de Première ligne pour leur accueil, leur disponibilité, leur soutien, leurs conseils et ce magnifique travail de collaboration.

Ce fût un réel plaisir et une expérience incroyable.

VIGNETTE SOCIALE - SALIM

D'OCTOBRE 2020 À DÉCEMBRE 2021

Pascaline Comte Dizier

Collaboratrice APRETO Annemasse

Octobre 2020 : en feuilletant les feuilles journalières du Quai 9, je vois le nom d'un usager vers qui les collègues souhaitent m'orienter. Il s'agit d'un nouveau français; il me faudra plusieurs temps de présence sur le Quai 9 pour le rencontrer.

12 octobre, 1er contact : je m'assieds avec lui dans la salle d'accueil du Quai 9. Je me présente, j'essaie de glaner quelques informations et de savoir en quoi je pourrais l'aider. L'entretien n'aura duré que quelques minutes. Salim met fin très rapidement à ce temps d'échange. Il dit ne pas avoir trop le temps, ne pas vouloir trop parler. Je lui rappelle que je suis disponible quand il sera prêt.

Salim est un jeune homme de 24 ans. Originaire du sud de la France, il a beaucoup bougé en France, Lille, Paris puis Lyon, d'où il arrivait. Son arrivée au Quai 9 a été très vite remarquée. Les collaborateurs socio-sanitaires se sont assez vite inquiétés pour lui. Usager pratiquant l'injection d'héroïne, il prenait déjà beaucoup de risques en arrivant. Son état de santé était assez affecté.

Par la suite, je le vois à plusieurs reprises. Parfois ses demandes sont d'avoir un traitement, sans aller plus loin dans la démarche. Il souhaite un hébergement, je lui propose de faire une demande d'hébergement d'urgence en France mais il ne souhaite pas aller sur un hébergement collectif, préférant alors la rue.

Le 20 novembre, je reçois un appel de l'infirmière spécialiste en addictologie aux HUG (Hôpitaux Universitaires de Genève). Salim est hospitalisé, il a dû subir une intervention chirurgicale. Deux jours plus tard, je me rends aux HUG pour le rencontrer. C'est l'occasion de prendre un moment pour faire le point sur sa situation et ses demandes. L'idée de départ était qu'il puisse rester encore quelques jours, le temps pour moi d'effectuer des démarches notamment concernant l'hébergement et les soins dont il aurait besoin à sa sortie.

Changement de programme, le médecin lui propose de sortir le soir même. Salim accepte sur le champ, je précise à Salim et au médecin que je n'aurai pas de solution pour le soir même, que je peux avoir des pistes mais que j'ai besoin de quelques jours... Salim, lui, est trop content de sortir, n'aimant pas trop l'ambiance hospitalière et le médecin ne semble pas très bien comprendre mes inquiétudes et la réalité de cette situation.

Salim sortira donc en fin de journée, retournera directement au Quai 9 avec un bandage au pied. Nous avons convenu qu'il vienne à l'Apreto le lendemain matin.

Je fais en même temps un dossier pour une demande de prise en charge sur le dispositif des Lits Halte Soins Santé. Ce dispositif accueille des personnes sans domicile nécessitant des soins.

Il arrivera à l'Apréto en fin de journée. Malheureusement, son relais ne sera pas pris en compte et il ne sera pas reçu. De cette réponse, il est agressif auprès du personnel. Le lundi suivant, il vient me voir au Quai 9 et s'excuse de son comportement. Dans la journée, j'aurais la réponse positive des LHSS.

Le 24 novembre ; j'accompagne Salim à l'Apréto pour un rendez-vous médical en vue d'une inclusion méthadone. Ce sera aussi l'occasion pour l'équipe soignante de faire le point sur son pied opéré, qu'il a énormément de mal à montrer. Salim est très gêné par rapport à son hygiène.

Le 25 novembre, Salim commence son inclusion, nous allons ensuite à la Maison Coluche à Annemasse qui accueillera Salim pendant la période des soins. Je garde le lien quotidiennement avec l'équipe de la Maison Coluche ainsi qu'avec Salim.

Durant cette période, Salim a pu se reposer, retrouver un rythme de vie lui permettant de commencer des démarches telles que celles pour ses papiers d'identité. Ses consommations d'héroïne et d'alcool ont également diminué. Malgré tous ces changements, les efforts notables chez Salim, des problèmes de comportement viendront mettre fin à l'accueil à la résidence sociale le 16 décembre. Il retournera à la rue à Genève.

Le 5 janvier 2021, j'accompagne Salim au Centre Hospitalier Alpes Léman, ce dernier ne pose plus le pied par terre après un accident. Son état de santé encore dégradé m'amène à revoir avec le LHSS si des places seraient disponibles dans d'autres structures. Malheureusement tout est complet. Il sortira de l'hôpital le soir même avec un nouveau bandage et une botte. Je le retrouve quelques jours plus tard à Genève, il n'a plus de chaussure et marche sur son pied ce qui est très douloureux. Ses consommations ont largement augmenté.

Le 14 janvier 2021, j'apprends que Salim est hospitalisé au CHAL. Je contacte alors le dispositif LHSS de Chambéry. Des places sont disponibles et leur prise en charge semble plus adaptée aux problématiques d'addiction de Salim.

Je garde le lien avec lui durant son hospitalisation.

En lien avec le CHAL et Salim, nous préparons sa sortie du CHAL vers Chambéry. Salim intègrera la structure fin janvier.

J'apprends **mi-février** que Salim a dû quitter le dispositif, rattrapé par la justice française. Il a écopé d'une peine de prison en semi-liberté. Durant cette période, il m'appellera à plusieurs reprises pour me demander de l'aide, notamment financière.

Fin avril, il revient sur Annemasse. La période de prise en charge aux Lits Halte Soins et Santé ainsi que les deux mois d'incarcération lui auront permis d'améliorer sa santé. Malheureusement, ce retour dans le *grand Genève* dans la rue ne lui permettra pas de préserver sa santé.

Début juin, l'hôpital d'Annecy m'appelle, Salim est hospitalisé. Il aurait été retrouvé dans le train vers Rumilly. Je le retrouve quelques jours plus tard à Genève. Je reste très inquiète, Salim s'alcoolise beaucoup.

Fin juillet, j'inscris Salim sur la liste du dispositif Axihome (Un chez soi d'abord). Son profil correspond complètement à ce type d'accompagnement.

En août, Salim est hospitalisé aux HUG dans un état grave. Son pronostic vital est engagé. Après un temps en service de réanimation, Salim va mieux et finalement récupère plus vite que prévu. En lien avec les HUG, le service social et l'Apreto, nous préparons sa sortie. Il sera logé à l'hôtel à Annemasse. Cet événement l'a beaucoup secoué, il a eu très peur.

Courant septembre, la commission hébergement du dispositif Axihome choisira la situation de Salim pour être la prochaine personne à pouvoir bénéficier d'un logement. Des entretiens hebdomadaires se mettent alors en place avec les professionnels et Salim afin qu'ils puissent construire ensemble son projet de vie.

Durant cette période, Salim continue d'avancer sur sa situation administrative. Il réduit également considérablement sa consommation d'alcool et ne consomme pratiquement plus de stupéfiants.

En décembre, il apprend qu'il va obtenir un appartement à Thonon. Le 15 décembre, je l'accompagne pour signer son bail. Avec l'équipe d'Axihome il va meubler son appartement, s'installer et prendre le temps nécessaire de s'adapter à cette nouvelle vie.

LE PÔLE

-

**de valorisation
sociale**



LES POINTS FORTS ET PRESTATIONS

Linda Zehetbauer, David Sensibile, Loïc Stefan, Gloria Jimenez

Collaborateurs.trices Première ligne

Malgré les restrictions à cause de la crise sanitaire, les activités du Pôle ont pu suivre leur cours durant l'année. L'année au Pôle a été spécialement enrichie et rythmée par les événements dans le cadre des 20 ans du Quai 9.

Bagagerie : Ouverture 5 jours / 7 de la bagagerie depuis le début de l'année. Une grande aide était le soutien de notre stagiaire HETS Rémy Favez qui a focalisé son projet d'intervention à la transformation de notre bagagerie depuis un lieu de dépôt à un lieu d'accueil bas seuil. Cette transformation a donné vie à un endroit chaleureux, convivial et semi-autogéré par des pairs.

Brassage participatif avec des usagers avec la microbrasserie « Les bières du Nitons » afin de pouvoir servir notre « propre » bière aux événements du jubilé de Quai 9.

Organisation de la journée « **Support. Don't punish** », avec un buffet préparé par nos usagers, et un bar avec notre propre bière la découverte.

Lien avec le voisinage : intensification de la collaboration avec la boulangerie des Grottes (qui encadre des usagers pour des petits jobs chez eux), contact à travers des situations spécifiques avec la brocante à côté de la Bagagerie, premier contact avec la boucherie. Collaboration avec l'association du 10bis pour nos animations, ainsi qu'avec d'autres groupes du quartier.

Vide-dressing : deux événements organisés par Gloria dans le pavillon bleu, le deuxième événement était accentué sur le « re-looking » avec styliste, maquillage et manucure.

Logement d'urgence : étroite collaboration avec le dispositif du logement d'urgence, notamment avec la Ville de Genève, l'Armée de Salut et le CausE.

L'association de Première ligne propose aux personnes usagères de drogues diverses prestations répondant à leurs besoins spécifiques.

En 2021, les usagers du Quai 9 ont pu :

Se mobiliser dans les ateliers bas seuil. Tous les mardis matin, nous ouvrons un accueil bas seuil autour d'un café et nous proposons aux premiers arrivés des petits jobs. L'objectif de ces ateliers bas seuil est de décentrer les usager.e.s momentanément de leur consommation et de valoriser leur engagement dans une activité hors consommation. Ces activités sont rémunérées 10 francs /heure.

S'inscrire (selon les places disponibles) à un programme de deux ateliers rémunéré par semaine, combiné avec un projet de suivi social.

Demander un conseil ou une aide ponctuelle voir demander un accompagnement en moyen long terme avec un suivi individualisé (voir le chapitre sur le « coaching individualisé »)

Se mobiliser pour une « mise à disposition » dans l'une de nos structures partenaires par exemple le Bateau Genève, la Boulangerie des Grottes, l'Orangerie, etc.

S'inscrire à un parcours des deux ateliers de mobilisation par semaine, combiné avec des ateliers de développement personnel (voir le paragraphe « des ateliers pour éveiller une confiance » en dessus...)

Toutes ces prestations s'adaptent aux besoins des usagers et à leurs capacités de se mobiliser. Le dispositif du Pôle vise à améliorer ou à maintenir les conditions de vies des usagers. Les travailleurs sociaux du Pôle s'engagent à faciliter l'accès au Pôle en restant très présents dans la salle de consommation et à l'accueil du Quai 9.

Les usagers intégrés dans le dispositif du Pôle déterminent, en co-construction avec les travailleurs sociaux du Pôle, les objectifs de leur activité. Si son but est de s'éloigner du monde de la consommation active, l'équipe du Pôle fait le relais avec les structures du réseau et accompagnent les bénéficiaires vers ces nouveaux horizons.

SUIVI SOCIAL - POURQUOI UN COACHING PERSONNALISÉ POUR DES PERSONNES USAGÈRES DE DROGUES ?

Linda Zehetbauer, David Sensibile, Loïc Stefan, Gloria Jimenez
Collaborateurs.trices Première ligne

Les objectifs principaux du Pôle de valorisation sont la mobilisation des usagers et de leur proposer des moments « décentrés » de la consommation.

Selon le besoin et la situation de l'utilisateur, nous nous occupons de l'aider pour maintenir, voire améliorer sa situation. Ces suivis peuvent être ponctuels (par exemple une aide administrative, un contact avec une institution, un accès à l'hébergement d'urgence, etc.), mais il peut y avoir des situations plus complexes qui nécessitent une sorte de « coaching individuel » sur une période plus longue.

Le fait d'accompagner des personnes en consommation active nous oblige à adapter nos manières d'organiser ces suivis sociaux. Nous travaillons main dans la main avec l'équipe du Quai 9 pour identifier les situations; nous adaptons nos entretiens aux besoins de l'utilisateur et à ses ressources, mais également à leur disponibilité. Parfois, nos entretiens se déroulent dans la salle d'accueil entre deux tickets, à la bagagerie ou encore dans notre bureau.

Nous priorisons une autonomie dans leurs démarches, mais restons disponibles pour accompagner l'utilisateur ou pour faire à la place, si la tâche est trop compliquée pour lui/elle. Selon la logique de la réduction des risques, nous soutenons la personne, là où elle en est, et nous acceptons son choix sans jugement.

Ces suivis sont basés sur l'idée que la réduction des risques englobe également la réduction des risques sociaux. Ces démarches sont souvent très chronophages et ne pourraient pas être effectuées par l'équipe de la salle de consommation, qui doit travailler dans l'ici et maintenant, avec une grande vigilance afin d'éviter les dommages directement liés à la consommation.

L'équipe du Pôle peut, en revanche, s'adapter aux besoins de l'utilisateur : s'extraire de la salle ou de la structure, accompagner un usager à aller à un rendez-vous ou encore réunir les différents partenaires du réseau pour trouver des solutions. Idéalement, nous tentons de « raccrocher » l'utilisateur avec un système social existant, en dehors de la réalité de la scène et d'une salle de consommation.

La réalité montre que nos usagers n'arrivent parfois pas à « raccrocher » avec notre système socio sanitaire et nous restons les seuls acteurs à les aider et à faire valoir leurs droits fondamentaux. Ce sont donc ces suivis qui se transforment en une forme de coaching personnalisé qui durent plusieurs mois, voire des années. Précisons qu'une petite dizaine de personnes rentrent dans cette catégorie.

Ces suivis prennent une place importante dans nos heures, mais nous partons de l'idée que toute personne, même si elle n'arrive pas se mobiliser elle-même, a le droit d'avoir accès aux systèmes d'aide et aux prestations. Tant que le système actuel d'aide sociale ne sera pas inclusif, nous continuerons notre soutien et notre coaching auprès de ces personnes fragilisées.

LA BAGAGERIE

Linda Zehetbauer, David Sensibile, Loïc Stefan, Gloria Jimenez

Collaborateurs.trices Première ligne

Depuis septembre 2020, nous accueillons des usagers au cœur du quartier des Grottes dans cette petite arcade. Initialement prévue pour proposer des casiers aux usagers sans domicile, l'arcade au 6, rue des Grottes, est devenue un accueil bas seuil pour nos bénéficiaires. Au début de l'année, l'endroit était peu fréquenté durant ses heures d'ouvertures le lundi, mercredi et vendredi (18 visites en janvier et 45 en février). ,

Dès le moment où nous avons opté d'ouvrir cinq jours sur sept, les visites ont grimpé à plus de 100 visiteurs par mois !

L'accueil est assuré par des « pairs » - des usagers engagés par le Pôle en tant que responsables de la bagagerie. Ils sont quatre à gérer le lieu.

Chaque responsable a son propre style et sa façon d'ouvrir le lieu et de commencer à accueillir les usagers, entre de la bonne musique rock, le self-service en free-style ou le café préparé avec lait et sucre servi à table. Chaque visiteur trouve son compte et le lieu facilite les rencontres entre usagers. Mais il offre également la possibilité de s'installer quelques heures au chaud en attendant l'ouverture du Quai 9. Les casiers sont bien utilisés ; ils sont tous occupés !

La fréquence restait autour de 100 visiteurs chaque mois mais a augmenté depuis le mois d'août ; avec une moyenne de 138 personnes par mois. Cette tendance est certainement liée au fait que de plus en plus d'usagers découvrent cet endroit original et convivial et l'apprécient fortement.

LE VOISINAGE

Linda Zehetbauer, David Sensibile, Loïc Stefan, Gloria Jimenez

Collaborateurs.trices Première ligne

Nous essayons un maximum de « prendre soin » du quartier des Grottes et des tisser davantage des liens amicaux et collégiaux avec les acteurs clés du quartier.

Une mission importante pour le quartier est notre mandat de ramassage des déchets liés à la consommation sauvage dans le quartier.

En 2021, nous avons organisé 234 tournées de ramassage, soit 4 - 5 missions par semaine. Les équipes des usagers constatent toutefois qu'il est rare de trouver une seringue usagée (environ 90 seringues ont été trouvées en 2021) ; leur travail consiste surtout à nettoyer les autres déchets liés à la consommation (pipes à cracks, feuilles d'aluminium, emballages, etc.). 17 personnes ont été engagées dans cette activité. Ces personnes font également un excellent travail de proximité et de contact avec les concierges du quartier ainsi que les habitant.e.s des Grottes.

Pour Première ligne, la mission du « ramassage » reste une priorité dans le travail de rue dans les alentours du Quai 9.

LES ATELIERS ADAPTÉS

Linda Zehetbauer, David Sensibile, Loïc Stefan, Gloria Jimenez

Collaborateurs.trices Première ligne

Le Pôle de valorisation a continué de proposer des activités rémunérées aux usagers de drogues côtoyant le Quai 9. Nous présentons différents seuils d'accès et d'exigences afin de nous adapter au mieux aux besoins et aux compétences de la personne. Ces activités sont en majorité internes à l'association mais peuvent aussi être faites en collaboration avec des partenaires externes, associations d'insertion et entreprises privées.

En 2021, 109 personnes ont pu participer à ces ateliers. Cela représente 2'334 heures travaillées dont 151 heures en partenariat externe. Ces activités sont souvent en lien avec le suivi social. Elles permettent aux personnes de se mobiliser, de se décentrer de la consommation, de retrouver ou de garder un rythme...

LES ATELIERS CRÉATIFS AU SEIN DU DISPOSITIF D'INSERTION

Linda Zehetbauer, David Sensibile, Loïc Stefan, Gloria Jimenez
Collaborateurs.trices Première ligne

Destination 27

Cette année, nous avons débuté la collaboration avec Destination 27 sur le terrain. C'est une association de médiation culturelle œuvrant à rapprocher les milieux culturels et sociaux pour permettre à chacun.e le plein exercice de ses droits culturels et rendre l'art accessible à toute personne vivant une situation précaire ou difficile.

Le partenariat a pour but de renforcer la participation culturelle en invitant les participants à :

prendre conscience de leur propre identité culturelle,

de les amener à s'approprier la vie culturelle et l'espace public en contribuant au choix des sorties,

de valoriser aussi l'expression de chacun en leur permettant de formuler un avis et de les partager avec les autres,

de mettre en valeur les traces des expériences vécues.

Dans le cadre de ces rencontres coanimées par Destination 27 et cinq artistes invités, neuf ateliers ont eu lieu. Ils se sont essentiellement déroulés sous la pergola de Première ligne, car il a été assez difficile de mobiliser les usagers à l'extérieur. Un seul atelier s'est tenu à Plainpalais. Environ 76 usagers ont participé aux ateliers de protolangages, chanson sur commande, dessin, slam, poésie, graff jeu de mots du Clic, visite des néons Parallax.

Ateliers hebdomadaires et mensuels

En ce qui concerne les ateliers, nous avons pu consolider un certain nombre d'activités : les tables d'hôtes mensuelles qui rencontrent toujours un franc succès, les ateliers jardinages, la deuxième édition du vide dressing solidaire, les commandes traiteurs et les ateliers de Noël.

Nous avons également pu répondre à diverses demandes d'usagers et les accompagner dans la création d'ateliers de coiffure, couture, échecs.

Certains de ces ateliers étaient rémunérés et d'autres sous participation bénévole.

Ateliers pour éveiller la confiance dans "un possible" et co-construire un projet

Dans le cadre de notre travail, nous avons mis en place un nouveau type de suivi, soit des ateliers de Journal Créatif* pour faire émerger des projets et accompagner l'envie de changement, en complément des entretiens centrés sur les solutions et des ateliers adaptés rémunérés.

Jusqu'ici le Journal Créatif était proposé sans lien direct avec les suivis, une fois par mois et sur une base volontaire. Étant donné que les usagers qui côtoient nos locaux sont, pour la plupart, dans une consommation active, la présence aux ateliers était parfois aléatoire. Afin d'aider les usagers à se mobiliser, à reconnecter avec leurs compétences, à retrouver la capacité de formuler des envies, des idées dans une démarche de réinsertion sociale, les ateliers de Journal Créatif accompagnés d'autres techniques sont devenus une composante du seuil III du Pôle avec un programme nommé « Booster ton projet ».

Ces ateliers ont débuté en octobre 2021 avec 4 usagères qui ont exprimé un réel désir de changement ainsi qu'une nécessité d'occupation, de repère dans la semaine et d'instaurer un rythme un peu plus soutenu.

Le programme comporte 2 ateliers par semaine de deux heures, rémunérés - 1 atelier de développement personnel tous les quinze jours avec le Journal Créatif - 1 groupe de parole - et la participation aux activités associatives.

L'objectif de ces ateliers est de permettre, non seulement l'émergence et/ou la construction d'un nouveau projet et d'élever le seuil d'exigence et d'autonomie, mais aussi de se reconnecter à soi, à ses ressources et ses envies, d'avoir une meilleure estime de soi.

* Le Journal Créatif est un journal intime non conventionnel, un outil d'exploration de soi qui allie les mondes de l'écriture, du dessin et du collage de façon originale et créative. Cette méthode s'appuie sur des notions de psychologie, d'art-thérapie et de créativité ; elle s'inspire aussi de multiples techniques d'écriture créative.

Bilan et perspectives

En 2021, 470 usagers ont fréquenté les différents ateliers créatifs. Force est de constater que la proximité avec le Quai 9 n'est pas toujours appropriée, notamment pour les personnes qui souhaitent se distancer de la consommation et qui désirent continuer à suivre les ateliers au sein du Pôle. Nous souhaitons continuer à proposer des ateliers qui permettent de se décentrer de la consommation et constituer un groupe de réflexion pour travailler sur l'ouverture d'un 2ème lieu, un lieu de vie où développer notamment des activités et des prestations secondaires.



NUIT BLANCHE

-

action de
réduction des
risques en
milieu festif



NUIT BLANCHE

Roxane Morger Mégevand

Coordinatrice Nuit Blanche

Nuit blanche est une action de réduction des risques liés aux consommations de substances récréatives et en milieu festif. Elle diffuse des informations objectives sur les substances et encourage les personnes à se responsabiliser dans leurs comportements de consommation. D'où son leitmotiv : « Tu consommes. Tu t'informes ». Au départ essentiellement active au sein du contexte festif, l'action a peu à peu élargi ses prestations. Depuis 2019, elle accueille aussi les consommateurs dans ses locaux dans le cadre d'une permanence d'analyse de substances (Drug checking) et propose également une offre de conseil en ligne.

Comme l'an passé, 2021 aura été marqué par la pandémie et des mesures sanitaires restreignant la vie nocturne. Les clubs sont restés fermés et de nombreux événements ont dû être annulés durant le premier semestre. La mise en place du certificat Covid a finalement permis aux clubs de réouvrir et à la vie festive de retrouver un semblant de normalité. Comme l'an passé, les jeunes auront dû trouver des alternatives pour se rencontrer et faire la fête et, pour Nuit blanche d'être créative pour garder le contact avec son public cible.

Malgré la pandémie, Nuit blanche a, dans l'ensemble, pu mener ses activités à bien. Les interventions en milieu festif ont dû être réduites et adaptées, avec notamment la poursuite du projet d'intervention sur la plaine de Plainpalais. D'autres outils ont été développés pour donner aux usagers les moyens de s'informer et de réduire les risques liés à leur consommation, comme des kits de matériel distribués aux organisateurs de rave et d'autres petits événements. Nuit blanche a, par ailleurs, poursuivi le développement de son projet 2.0, étoffé son offre de conseil en ligne et diffusé de nombreux contenus spécialisés. Quant à la permanence Drug checking, elle a attiré encore davantage de consommateurs et a atteint, en 2021, son objectif de 10 analyses par semaine.

NIGHTLIFE - INTERVENTIONS EN MILIEU FESTIF

Kenza Holst-Roness, Roxane Morger Mégevand

Chargée de projet Nightlife et communication digitale, coordinatrice Nuit blanche

Interventions sur l'espace public

D'ordinaire surtout présente dans les clubs et festivals de la Ville et du Canton de Genève, Nuit blanche a dû, en 2020 et 2021, s'adapter à la situation de pandémie et à la fermeture des lieux festifs, et trouver d'autres moyens de rester en contact avec son public cible.

Après avoir mené plusieurs actions mobiles sur l'espace public, observé les alternatives que les jeunes trouvaient pour continuer à se rencontrer et faire la fête, ainsi que l'évolution des pratiques de consommation, Nuit blanche a choisi de mettre en place un espace d'information sur la Plaine de Plainpalais. Cette action, mise en place en partenariat avec le Service de la Jeunesse de la Ville de Genève, présentait l'avantage d'une action visible et identifiable avec une régularité sur un même emplacement. L'objectif était de proposer un point d'information et de distribution de matériel en plein cœur de la ville, sur un espace fréquenté par le public festif en temps de pandémie. Le projet a débuté à la fin de l'été 2020 et a été reconduit en 2021.

Entre mai et octobre 2021, Nuit blanche a ainsi mené une vingtaine d'interventions sur la Plaine de Plainpalais. Ces actions ont eu lieu tous les vendredis soir entre 22h30 et 3h du matin, à la hauteur du cabanon du Skatepark. Concrètement, Nuit blanche y installait son bus, son mobilier de stand lumineux, quelques fauteuils et mettait à disposition du public du matériel d'information, de réduction des risques, ainsi que quelques goodies. Trois intervenants étaient présents chaque soir pour répondre aux demandes et discuter consommation de substances avec les usagers festifs.

Ces actions ont permis d'accueillir un public large et diversifié. Nuit blanche y a rencontré des personnes qui se réunissaient déjà régulièrement sur la Plaine pour se rencontrer et consommer des substances : des groupes de jeunes (y compris des mineurs), des gens issus de communautés diverses et des usagers de drogues plus précaires. Elle a également accueilli un public festif élargi, fréquentant d'ordinaire les clubs et arrivé sur cette espace en période de pandémie dans l'espoir de trouver un peu d'ambiance et de compagnie. Nuit blanche a évalué la fréquentation de la Plaine lors de ces soirées à une moyenne de 200 à 500 personnes par soir. La majorité des personnes rencontrées avaient entre 18 et 25 ans. Les consommations observées concernaient majoritairement de l'alcool et du cannabis, mais aussi de la MDMA, de la cocaïne et du poppers. Les risques identifiés relatifs à la consommation de substances, concernaient surtout les consommations excessives d'alcool, amplifiés par un risque de déshydratation pendant les périodes de grande chaleur. D'autres problématiques propres à l'espace public (comportements sexistes, violences) ont aussi préoccupé les intervenant.e.s qui, ont parfois dû faire face à des personnes excessivement alcoolisées et très sollicitantes.

Cette action a permis à Nuit blanche de rester visible et de garder le contact avec son public cible pendant la période de pandémie. Elle lui a aussi permis d'aller à la rencontre de nouvelles personnes, notamment des plus jeunes qui découvraient l'action. Aujourd'hui, les sollicitations sont nombreuses et Nuit blanche a repris ses interventions en club. Il reste cependant important de surveiller l'évolution de la fonction qu'aura l'espace public festif. On peut imaginer que la pandémie aura un impact à plus long terme sur la manière dont les jeunes font la fête. Ces derniers ont dû trouver des alternatives pendant la fermeture des lieux festifs et vont sans doute continuer à se rassembler davantage dans l'espace public. Nuit blanche réfléchit ainsi à pérenniser une forme d'action à Plainpalais, avec une dynamique de réseau impliquant plusieurs partenaires.

Geneva Pride

Nuit blanche a participé à la Geneva Pride en juillet 2021, avec un stand à l'intérieur du Village de la Pride et un autre avec Drug checking mobile juste à l'extérieur de la zone de certificat Covid. L'équipe a, grâce à ces deux stands, touché environ 500 personnes et eu des discussions plus poussées avec la moitié d'entre eux. Le public accueilli était très réceptif, beaucoup découvraient Nuit blanche et étaient intéressés par le matériel mis à leur disposition. Le dispositif de Drug checking, proposé en partenariat avec le laboratoire mobile du Pharmacien cantonal de Berne, a permis de réaliser une vingtaine d'analyses d'échantillons de substances. Un quart de ces analyses a donné lieu à des alertes.

Interventions en club

En hiver, les interventions en club ont repris avec certificat Covid obligatoire. Malgré les différentes restrictions existantes, Nuit blanche a pu reprendre ses interventions au sein des établissements culturels genevois. Il lui était enfin possible d'assurer à nouveau une présence régulière et travailler sur sa collaboration avec les clubs. Lors de la réouverture des établissements festifs, un sentiment de liberté et de joie planait, moins de restrictions liées à la pandémie et la permission de refaire la fête. La reprise des soirées en club était une bonne nouvelle, il existait tout de même une certaine appréhension de la part des organisateurs d'événements. Après autant de temps sans activité, la reprise s'est, dans l'ensemble, bien passée. Le public qui s'était déplacé sur l'espace public est revenu en partie dans les établissements culturels. L'affluence était vraiment importante.

À ce moment-là, Nuit blanche a été sollicitée régulièrement par différents lieux culturels pour des demandes d'interventions mais surtout des demandes de renseignements spécifiques sur certaines substances ou thématiques. Certains jeunes n'avaient jamais expérimenté la consommation de substances dans leur vie, ou dans ce type de lieu. Les organisateurs d'événements avaient besoin de conseil sur la façon d'agir face à certaines situations à risque. Beaucoup de questionnements concernaient la problématique de la soumission chimique, suite à des situations observées par les clubs où des personnes déclaraient s'être fait droguer à leur insu ou inciter à consommer. Nuit blanche a également proposé, à l'automne 2021, une journée de formation aux clubs dans le cadre d'un cycle de formation organisé par le Grand Conseil de la Nuit.

En plus de faire un suivi et de répondre aux demandes individuelles de chaque établissement, Nuit blanche a prévu d'organiser plusieurs ateliers thématiques avec les clubs en 2022. Le but est de recenser les informations transmises et que les différents acteurs.trices du milieu culturel puisse également échanger de façon non formelle entre eux.elles. Nuit blanche réfléchit également au type de matériel et/ou contenu informatif à ajouter à ses outils pour répondre au mieux aux besoins du public et de ses partenaires qui évoluent constamment.

Les kits Nuit blanche

Durant l'année, Nuit blanche a été sollicitée par différents collectifs, organisateurs d'événements ou de raves, pour réaliser des interventions ou pour des demandes de renseignement. Certaines demandes concernaient des interventions hors canton ou des moments où l'équipe n'était pas en mesure d'intervenir. Nuit blanche a donc choisi de développer des kits de matériel de réduction des risques et de contenus informatifs.

Nuit blanche propose ces kits gratuitement et adapte le contenu en fonction de la soirée (nombre de personnes attendues, type de public, consommations attendues, thématiques ayant besoin d'être abordées, etc.). Il est possible de venir au local de Nuit blanche afin de s'en procurer un, l'équipe prend toujours le temps d'offrir des explications sur le matériel et le kit et d'échanger avec la personne. Ce moment est aussi l'occasion de prodiguer des conseils généraux afin que la soirée se déroule au mieux.

Finalisés en août 2021, ces kits ont été distribués à une dizaine de collectifs et sound system, qui en ont tous fait un retour très positif. C'est une idée très appréciée, Nuit blanche continue à recevoir des demandes régulièrement et à améliorer les kits au fur et à mesure des retours reçus.

NUIT BLANCHE ONLINE

Roxane Morger Mégevand, David Perrin, Cyrus Brüggemann

Coordinatrice Nuit blanche, Collaborateur Drug checking et conseil online, Intervenant Nuit blanche et conseil en ligne

Le projet Nuit blanche online a été initié en 2021. Il voulait proposer une alternative au projet #laperm, mené en 2019 et 2020, en tenant compte du potentiel qu'offrait le recours aux nouvelles technologies/communautés en ligne dans la diffusion de l'information. Le contexte de pandémie a par ailleurs encouragé le développement de projets digitaux et confirmé l'intérêt du public cible de Nuit blanche pour ces moyens de communication 2.0. En effet, les jeunes consommateurs de substances psychoactives s'informent majoritairement via le Web. Beaucoup d'informations sont aujourd'hui accessibles en ligne ; elles ne sont cependant pas toujours fiables et ne tiennent pas compte de la situation spécifique du consommateur.

Le projet Nuit blanche online propose de généraliser l'accès du public cible de Nuit blanche à une information objective et vérifiée ainsi qu'à un conseil centré sur la personne et ses besoins. Concrètement, il s'agit d'utiliser les outils et ressources digitales existantes afin de produire et diffuser du contenu d'information et offrir des espaces de conseil en ligne. La démarche s'adresse au public cible de Nuit blanche et a également pour objectif de faire du lien vers son offre de prestation.

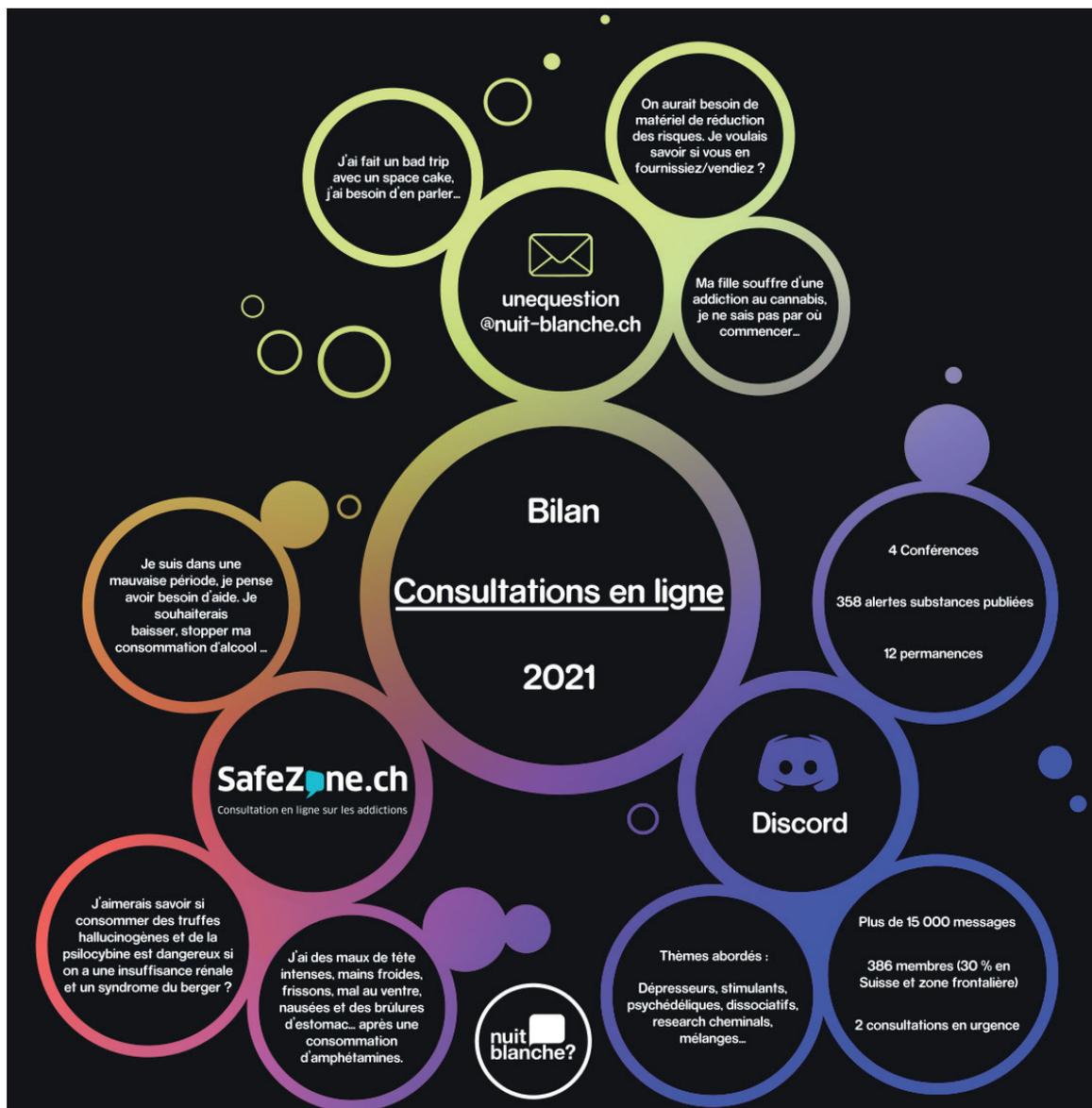
Conseil en ligne

L'offre de conseil proposée par Nuit blanche est anonyme et centrée sur les besoins de la personne. Elle va d'une simple demande d'information sur un produit, ses effets et risques à un réel entretien de counselling. Pour ce faire, l'action a investi plusieurs plateformes digitales. Un serveur Discord, logiciel de messagerie instantanée permettant de rassembler une communauté autour de sujets d'intérêt commun, a été créé au nom de Nuit blanche. Ce serveur propose plusieurs salons de discussion thématiques autour des substances et des pratiques de réduction des risques. Les discussions reposent sur une dynamique d'échange entre pairs et sont modérées par un intervenant Nuit blanche. Ce serveur crée également un lien direct avec l'offre de Drug checking : les alertes sur les produits potentiellement dangereux y sont diffusées et les consommateurs y ont la possibilité de prendre rendez-vous pour une analyse.

Nuit blanche propose également des conseils aux usagers dans le cadre de la plateforme **Safezone.ch**, plateforme nationale de consultation en ligne sur les addictions coordonnée par Infodrog. Les consultations sont menées par des professionnels du réseau. Les questions soumises anonymement par les usagers sont redistribuées à Nuit blanche lorsqu'elles portent sur les drogues de synthèse ou les consommations récréatives. Les usagers ont aussi la possibilité de passer par la plateforme pour contacter directement l'équipe de Nuit blanche, ceci permettant à l'action d'utiliser un outil de consultation sécurisé directement sur son site internet et de renforcer l'attrait de la prestation pour la population genevoise.

Nuit blanche possède encore une adresse électronique **unequestion@nuit-blanche.ch** dédiée spécifiquement aux usagers qui auraient besoin de discuter de leur consommation ou de se renseigner sur l'usage d'une substance.

Aujourd'hui, et encore plus depuis le développement du Drug checking, l'expertise de Nuit blanche est reconnue et sollicitée par les consommateurs. Les demandes d'information et de conseil sont en constante augmentation, avec des sollicitations de plus en plus pointues qui nécessitent des connaissances et compétences renforcées au sein de l'équipe.



Production de contenus et communication digitale

La période de pandémie et le besoin de rester en contact avec son public cible ont aussi été l'occasion pour Nuit blanche de travailler sa présence sur les réseaux sociaux. En parallèle de son offre de conseil, Nuit blanche a travaillé plusieurs contenus d'information dans le but d'informer, susciter la réflexion sur les pratiques de consommation des usagers et les amener à utiliser plus largement son offre de prestations.

Nuit blanche possède aujourd'hui une page Facebook, un compte Instagram et une chaîne Youtube. Elle gérait jusqu'ici ses réseaux sociaux sans réelles ressources et avec une intensité variable selon les périodes. La réflexion initiée en 2021, avec le lancement du projet Nuit blanche online, visait à repenser cette stratégie afin de fournir de nouveaux contenus de qualité et de développer, par la même occasion, la visibilité de l'action et de son offre de prestations. Une nouvelle collaboratrice, diplômée en communication digitale, a été engagée en 2021 avec une partie de son mandat dédié à la mise en place de cette stratégie.

Un travail de fond a été mené sur le compte Instagram, qui a permis de gagner plus de 1'000 abonnés en 2021 et de faire de ce compte une réelle plateforme d'échange avec les usagers. Nuit blanche y publie aujourd'hui, avec une identité visuelle retravaillée : des vignettes thématiques sur les produits et pratiques de consommation, des publications avec les dernières alertes sur les substances analysées au Drug checking et des contenus présentant l'action en milieu festif. Ces publications suivent un schéma précis et permettent de mettre en valeur nos trois prestations principales à savoir : l'offre de conseil en ligne, le service de Drug checking et l'intervention en milieu festif.

La chaîne Youtube permet, quant à elle, de diffuser des conférences thématiques sur les substances et les pratiques de consommation.



Nuit blanche a également lancé, au printemps 2021, son nouveau site internet. Comme l'ancien, ce site s'adresse en priorité aux consommateurs. Il intègre une partie informative sur les substances, les principaux risques liés à la consommation et des conseils de Safer use. Il présente également les nouvelles prestations de Nuit blanche et propose un certain nombre d'outils à destination des consommateurs, comme des organisateurs d'événements.

DRUG CHECKING

Roxane Morger Mégevand, Stéphane Moelo

Coordinatrice Nuit blanche et collaborateur Drug checking

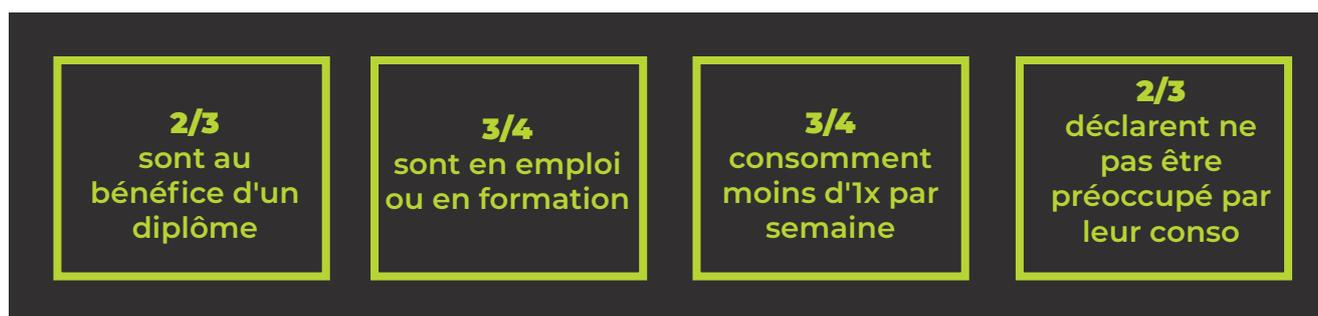
La permanence Drug checking accueille les consommateurs chaque semaine au sein des locaux de Nuit blanche, dans le quartier des Grottes. Les usagers y sont reçus le lundi soir de 17h à 20h pour le dépôt des échantillons et les résultats sont transmis le jeudi sur place ou par téléphone. Chaque demande d'analyse est encadrée par un entretien-conseil. Le service est anonyme et gratuit. Les analyses sont effectuées par le laboratoire du Centre Universitaire Romand de Médecine légale.

L'utilisation du service



Les objectifs de ce dispositif sont multiples. Il s'agit de réduire les risques sanitaires, en informant les consommateurs de la présence de substances hautement dosées, aux composants inattendus et donc potentiellement dangereuses, d'une part, et de faciliter l'accès à un public de consommateurs qui ne fréquente habituellement pas les offres de soins et de soutien, de repérer les éventuelles consommations problématiques et de faciliter les relais en cas de besoin, d'autre part. Ce dispositif permet également de contribuer au monitoring des données relatives aux substances en circulation sur le marché.

Profil des utilisateurs

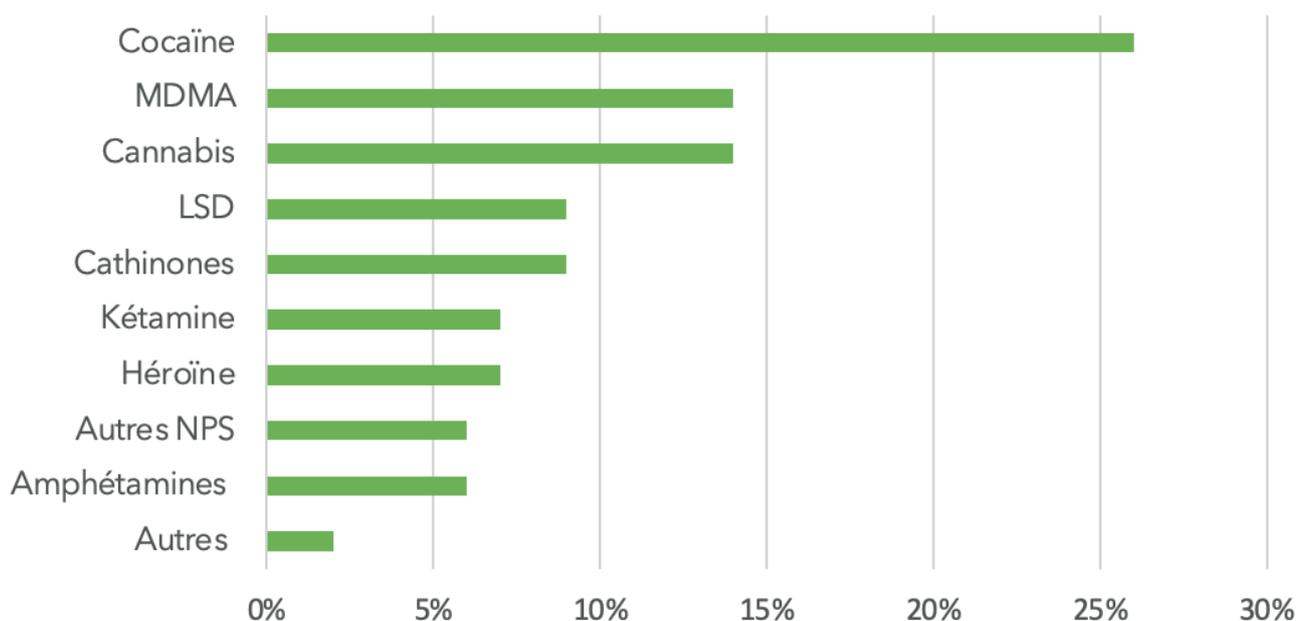


Le Drug checking représente une base pour la discussion autour des comportements de consommation et un réel atout dans la transmission des messages de réduction des risques. L'expérience montre que l'accès à une offre de Drug checking favorise la réflexion que la personne a vis-à-vis de sa consommation. Le consommateur peut ainsi faire le lien entre la qualité de sa substance et les expériences vécues, qu'elles soient positives ou négatives. Ce qui peut le mener, par exemple, à une prise de conscience sur le fait que la substance consommée n'est pas seule à l'origine d'un bad trip, mais que ce sont les circonstances, la disposition personnelle, la quantité, le mode de consommation ou encore les interactions avec d'autres substances qui ont influencé les effets. Le Drug checking contribue ainsi à renforcer la crédibilité et l'impact des messages de réduction des risques.

Les retours des collaborateurs de terrain ainsi que les différentes évaluations, parmi lesquelles l'Évaluation nationale des offres de Drug checking menée en 2019 sur mandat de l'OFSP, confirment que ces offres ont un réel impact sur les comportements des usagers. En effet, l'analyse de substance et l'entretien conseil permettent d'augmenter le niveau de connaissance des consommateurs et de déconstruire certaines fausses croyances. La consommation de substance est ajustée aux résultats des analyses et aux recommandations faites par les collaborateurs du Drug checking. Les consommateurs renoncent la plupart du temps à consommer leur substance lorsque l'analyse révèle la présence d'un produit de coupe inattendu et/ou potentiellement dangereux et adaptent le dosage en fonction du résultat transmis. Les conseils transmis lors de l'entretien semblent aussi avoir un impact important sur la diminution des prises de risques liées à la polyconsommation.

2021 était la première année où le dispositif était intégré dans le Contrat de prestation 2021-2024 qui lie Première ligne à l'État de Genève. C'est aussi la première année où la permanence a atteint pleinement ses objectifs avec une moyenne de 10 échantillons analysés par semaine.

Substances analysées :



PERSPECTIVES 2022

Roxane Morger Mégevand

Coordinatrice Nuit Blanche

Nuit blanche propose aujourd'hui une offre cohérente, qui permet de toucher les consommateurs de drogues de synthèse par différents canaux et selon différentes temporalités. Les interventions en milieu festif restent le point de départ de l'action et une vitrine importante pour faire connaître Nuit blanche mais l'action va à présent bien au-delà. Son offre de conseil en ligne et sa permanence Drug checking s'adressent à l'ensemble des consommateurs, qu'ils soient usagers occasionnels ou plus réguliers, et qu'ils fréquentent ou non le milieu festif.

L'enjeu pour Nuit blanche sera, en 2022, de consolider ces développements tout en s'assurant des ressources suffisantes. La situation sanitaire semble aujourd'hui apaisée et l'action est à nouveau très sollicitée par les acteurs du milieu festif. L'un des axes de travail pour l'année à venir sera donc de renforcer l'offre d'accompagnement des organisateurs (formations, ateliers thématiques, signalétique, etc.) en parallèle des possibilités d'intervention. Au vu du nombre croissant de sollicitations, Nuit blanche prévoit aussi de renforcer la permanence Drug checking et l'offre de conseil en ligne avec des ressources supplémentaires.

AXES DE TRAVAIL ET PERSPECTIVES

Ayari Felix Beltrametti

Présidente

En début d'année 2022, l'association a vécu une période de grandes turbulences qui a demandé au Comité et à l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de s'adapter à une situation inédite : une association sans gouvernail au niveau opérationnel, les personnes occupant les deux postes de direction en arrêt maladie ainsi qu'une démission immédiate de deux membres du Comité.

Beaucoup de réflexions et de travail ont été menés par la présidente et les membres du Comité afin de permettre la poursuite des activités de l'association, avec des mesures exceptionnelles mises en place dans le but de maintenir les prestations de l'association. Les principales sont les suivantes :

Création d'un groupe de soutien au Comité, constitué au départ par les deux anciens directeurs pour aider aux réflexions stratégiques mais aussi pour un soutien aux équipes de travail. Ce groupe de soutien s'est très vite étoffé par la suite,

Mise en place de mandats externes pour l'analyse de pratique et la supervision destinées aux équipes du Quai 9 et du Pôle de valorisation,

Création d'un groupe de coordination ad intérim, à l'interne de l'association ayant pour but de réunir et clarifier les nombreuses questions d'ordre opérationnel afin de les rapporter au Comité,

Augmentation de taux de travail pour certains.es collaborateurs.ices permettant l'accomplissement de tâches supplémentaires, en l'absence de la direction,

Recherche active de nouveaux membres pour entrer au Comité.

Précisons que le Comité s'est attaché à maintenir des contacts étroits avec le Service de prévention et de la promotion de la santé de la Direction générale de la santé qui a renouvelé son soutien dans cette période particulière.

Durant le premier trimestre 2022, le Comité a pu engager très rapidement une direction ad intérim. C'est ainsi que Monsieur Thomas Herquel a pris cette fonction de directeur ad intérim à 60 % dès le 1er avril 2022. Cette prise de poste permettra au Comité de mener des réflexions pendant les mois de mai et de juin sur la forme de la future direction souhaitée à moyen et long terme. En effet, une direction à une seule tête n'est probablement plus adaptée aux besoins de Première ligne.

Dans ce contexte, les perspectives et les axes de travail pour l'année 2022 sont nombreux et se situent principalement au niveau de l'accompagnement des équipes de terrain et au niveau de la gouvernance associative :

Conditions de travail : la nouvelle direction et le Comité vont s'atteler à répondre à un certain nombre de doléances émises par des collaborateurs et collaboratrices de terrain afin de permettre la bonne poursuite des pratiques professionnelles et des prestations,

Direction associative : le Comité, avec les équipes de travail, souhaite réfléchir à une structure directionnelle différente que celle composée d'une direction « à tête unique ». Sur la base d'expériences déjà menées à Genève par plusieurs associations et organismes, il s'agira de réfléchir à plusieurs modèles et d'en évaluer au mieux les avantages, les risques, les aspects contractuels et les détails pratiques : « job-sharing » ou le partage d'une fonction avec des compétences, connaissances et profil professionnel complémentaires, direction et direction-adjointe, groupe collégial de direction ou encore groupe de coordinateurs. ices, autant de modèles différents sur lesquels l'association va réfléchir durant le premier semestre 2022 et qu'il devra mettre en œuvre à partir du deuxième semestre avec l'ouverture des nouveaux postes et le recrutement. Un poste d'administratrice.eur peut être tout à fait pertinent au vu des besoins très importants en termes de gestion RH et financière de l'association.

Entité juridique : d'une association vers une fondation de droit public. Le Comité va également s'atteler à cette réflexion qui doit être menée, en collaboration étroite avec les services étatiques. En effet, le pilotage stratégique et politique, mais également le rôle d'employeur, porté par un comité bénévole qui est garant de la gestion de subventions approchant les 3Mio annuels et du cadre de travail d'environ cinquante collaborateurs dans une mission de santé publique largement reconnue, arrive à ses limites. Le turn-over des membres du Comité observé ces dernières années est le principal indicateur de cet essoufflement et de la limite du bénévolat. Par ailleurs, au niveau de l'organe suprême de l'association, à savoir l'Assemblée générale, les membres ne se sont pratiquement plus renouvelés depuis la création de Première ligne. Cela montre d'une part, que la société civile militante ne considère plus cette association comme étant en péril, ou comme ayant besoin d'être défendue et, d'autre part, que l'engagement associatif s'essouffle. Pour une prestation unique dans le Canton, découlant directement des politiques sanitaires cantonales, le modèle associatif arrive clairement à sa limite. D'autres formes juridiques sont à étudier et à mettre en œuvre en coordination avec l'État subventionneur. Cette transition structurelle demande cependant plusieurs années de préparation. A court terme, afin de permettre au Comité bénévole de jouer son rôle d'employeur bénévole et de garant de la gestion interne, il faut d'une part professionnaliser le Bureau du Comité avec une indemnisation qui assure une reconnaissance face à la lourdeur de la charge et, d'autre part, créer rapidement un poste d'administrateur ou de secrétariat général au service de l'association et du Comité.

NOS REMERCIEMENTS

LES PLUS SINCÈRES

Nos chaleureux remerciements aux nombreux partenaires étatiques et privés qui ont continué à nous soutenir :

- > L'Etat de Genève
- > Le Département de la sécurité, de la population et de la santé (DSPPS), la Direction générale de la santé, le Service du médecin cantonal, le Service de prévention et de promotion de la santé et ses représentants,
- > Le Département de la cohésion sociale, l'Office de l'action, de l'insertion et de l'intégration sociales (OASIS) et ses représentants
- > La Ville de Genève, Le Département de la cohésion sociale et de la solidarité, Le Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité, le Département des finances et du logement, ses représentants et services
- > La Commission consultative en matière d'addictions, Mme Ruth Dreifuss, la présidente, et les membres
- > Le Fonds destiné à la lutte contre la drogue et à la prévention de la toxicomanie (DSPPS)
- > Les membres du Comité de pilotage du Quai 9
- > La Loterie romande
- > Une Fondation privée
- > Le Bureau Central d'Aide Sociale (BCAS)
- > L'ensemble des personnes usagères de drogues qui se sont impliquées dans des activités de travail ponctuelles ou régulières
- > Les membres de l'association et les donateurs
- > L'Unité des dépendances en médecine de premier recours, la Pr. Barbara Broers et les médecins consultants au Quai 9 (UDM-PR-HUG)
- > Les institutions sociales et sanitaires partenaires Argos, le Service d'addictologie du CAAP Arve (HUG), l'Apreto d'Annemasse, l'UMUS, le CAMSCO, le Centre Santé Migrants
- > L'association Apreto, Stéphane Akoka, Latifa Adjm, Pascaline Comte-Dizier, Alexandre Jousserand et Hélène Mangel
- > L'Université ouvrière de Genève (UOG), Christophe Guillaume son directeur, et l'ensemble du personnel
- > La police cantonale et municipale genevoise et ses représentants
- > L'équipe du Service des Urgences (HUG) ainsi que Adolfo Villar, Vanessa Vaucher, Verena Marini
- > PharmaGenève et l'Ecole des assistants-es socio-éducatifs-ves
- > Le Service social inter entreprise SSIE
- > Antonietta Pattacca, la superviseuse
- > Les Collectifs CausE et CAPAS, la plateforme STAMM, Quartier Contact, l'ensemble des professionnels du GREA ainsi que toutes les institutions du réseau socio-sanitaire genevois, romand, national et de France voisine
- > Le Groupe santé Genève ainsi que les autres partenaires, Boulevards, Dialogai et PVA Genève
- > Les écoles professionnelles en travail social (Hets Genève) et en soins infirmiers (HEdS) pour les collaborations dans le cadre des formations données par Première ligne et la formation des urgentistes (HUG)
- > Alexis Borel et Emilio Ducret, ambulanciers et formateurs pour la formation réanimation
- > La Boulangerie des Grottes
- > Destination 27, médiation culturelle
- > Nos fournisseurs et l'association Partage
- > La Direction générale de l'Office cantonal de la détention et ses représentants de la formation
- > Infologo pour son support informatique
- > La cellule d'intervention psychologique (AGPP police)
- > Sabine Elias Ducret, graphiste

Remerciements spécifiques au **Pôle de valorisation** :

- > À tous nos bénéficiaires du Pôle qui se sont mobilisés pour améliorer leur situation de vie précaire, à leur courage à mener leurs démarches de réinsertion et aux échanges riches et touchants de leur parcours de vie
- > À l'action Nuit blanche pourvoyeuse d'ateliers pour ses besoins en badges et travaux en tout genre
- > Les associations l'Orangerie, Caddie Service, Le Bateau Genève et Genève Roule pour la continuité du partenariat pour les stages de réinsertion
- > Les HUG (Le Service d'addictologie et en particulier le CAAP Arve et la prison de Champ-Dollon), la Pharmacie Bedat et la Doctoresse Anne François pour les commandes de boîtes flash, la FEGPA-Carrefour prévention pour le conditionnement de boîtes boxes et de mise sous pli, le GREA, TSHM de la FASE, la Fondation ABS, Café Cornavin, le Bateau Genève, le CPV, Nature en Vrac et d'autres personnes privées pour la confection de badges personnalisés
- > L'ensemble de nos partenaires du réseau pour nos suivis : le Service social de la prison de Champ-Dollon, l'Hospice Général, SOS Femmes, Entracte d'Argos, La Croix Rouge, le Bateau Genève, l'accueil de Nuit de l'Armée du Salut, le Club social rive droite et les abris PC, la Virgule, l'APRETO, l'UTHA (unités d'hospitalisation du service d'addictologie des HUG), ELSA (équipe de liaison et des soins en addictologie, hôpital de St Julien), les équipes au CAAP Arve (consultation ambulatoire d'addictologie des HUG)
- > L'équipe du STAMM, collectif des structures qui interviennent auprès des publics précaires à Genève
- > Les bières du Niton
- > Les amis et familles qui entourent nos bénéficiaires dans leurs projets de réinsertion
- > Les donations anonymes

Remerciements spécifiques à **Nuit blanche** :

- > Le Département de la sécurité, de la population et de la santé (DSPS)
- > Le Département de la cohésion sociale et de la solidarité et le Service de la Jeunesse de la Ville de Genève
- > Le groupe de soutien Nuit blanche composé des représentants de Carrefour addictionS, du Service de la Jeunesse (Ville de Genève), de la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle, du Groupe santé Genève, du Service d'addictologie (HUG), du Service de santé de l'enfance et de la Jeunesse (DIP), ainsi que les autres partenaires de Nuit blanche sur le Canton de Genève
- > Le réseau de partenaires romand et national : la plateforme Nightlife du GREA, Infodrog et l'ensemble des partenaires Nightlife suisses, le Grand conseil de la Nuit
- > Les organisateurs d'événements : Le festival Electron, le Service des relations extérieures de la Ville de Genève, la Geneva pride, 360 fever, le ZOO, la Gravière, le Motel Campo, l'Audio Club, le Palladium, les collectifs de Rave

Et plus spécifiquement pour le projet Drug checking :

- > Le Conseil d'Etat genevois, le Service du Médecin cantonal, la Commission Consultative en Matière d'Addictions, le laboratoire du CURML, le laboratoire du Pharmacien cantonal de Berne, le Service transport, distribution et magasin des HUG
- > Le groupe d'expert du Service d'analyse de substances psychoactives composé des représentants du CURML, du Service d'addictologie des HUG, du Service de médecine de premier recours (Unité dépendances) et de la Police judiciaire (Section Voie publique et Stupéfiants)

Avec le soutien de :





A. GAUTIER SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE S.A.

9, route des Jeunes 1227 Les Acacias
Tél.: +41 (0)22 310 28 71 Fax: +41 (0)22 310 28 72
E-mail: info@agfiduciaire.ch

Association Première Ligne, Genève

Exercice 2021



Rapport de l'organe de révision
à l'assemblée générale ordinaire
des membres de

L'Association Première Ligne, Genève

Mesdames, Messieurs,

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de l'Association Première Ligne, constitués du bilan, du compte de résultat, du tableau de financement, du tableau de variation des capitaux propres, et de l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021.

Responsabilité du Comité

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Comité. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraude ou d'erreurs. En outre, le Comité est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisse (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.



Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021 répondent aux exigences légales (CC, CO, LGAF, LSGAF, LIAF, directives étatiques), aux statuts et aux normes Swiss GAAP RPC, plus particulièrement la RPC 21.

Nous attirons votre attention sur la note « Evènement postérieur à la date du bilan » en page 15 de l'annexe où il est fait état d'importantes dissensions au sein de la gouvernance de votre entité. Cet état de fait peut laisser supposer l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de votre entité à poursuivre son activité. Ce point ne remet pas en cause l'opinion exprimée ci-dessus.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Comité.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

A. Gautier, Société Fiduciaire SA
Antoine Gautier
Expert-comptable diplômé
Agrément No 100651

Genève, le 3 mars 2022

AG/lw - 100188ROR - 5 ex.

Annexes : - comptes annuels (bilan total CHF 579'926.67, compte de résultat, tableau de financement, tableau de variation du capital, annexes)

BILAN COMPARATIF AU 31.12.2021

		2021	2020
ACTIFS		578'515.47	696'636.30
ACTIFS CIRCULANTS		479'781.51	615'294.68
<u>Liquidités</u>	A1	426'862.01	521'466.38
<u>Créances résultant de prestations</u>	A2	25'000.00	3'179.80
<u>Autres créances à court terme</u>	A3	11'549.40	11'630.20
<u>Stock matériel</u>		-	-
<u>Actifs de régularisation</u>	A5	16'370.10	79'018.30
ACTIFS IMMOBILISES		98'733.96	81'341.62
<u>Immobilisations financières</u>		2'596.00	2'595.50
<u>Immobilisations corporelles</u>	A6	4'607.35	10'438.03
<u>Immobilisations corporelles affectés</u>	A6	91'530.61	68'308.09
PASSIFS		578'515.47	696'636.30
CAPITAUX ETRANGERS C.T.		96'680.70	316'828.24
<u>Dettes résultant de prestations</u>	P1	-	1'090.25
<u>Autres dettes à court terme</u>	P2	3'751.35	24'855.65
<u>Comptes de régularisation</u>	P3	92'929.35	59'441.18
<u>Subvention non dépensée à restituer à l'Etat</u>	P4	-	231'441.16
CAPITAUX ETRANGERS L.T.		74'126.38	-
<u>Subvention non dépensée à restituer à l'Etat</u>	P4	74'126.38	-
FONDS AFFECTES		191'935.14	152'365.14
<u>Fonds lié au Pôle</u>	P8	2'650.35	3'080.35
<u>Nuit blanche?</u>	P9	63'282.30	63'282.30
<u>Formation réanimation</u>	P10	1'915.60	1'915.60
<u>Action sociale Pôle</u>	P11	50'000.00	50'000.00
<u>Service d'analyse DC</u>	P12	18'104.09	18'104.09
<u>VHC</u>	P13	55'982.80	15'982.80
FONDS AFFECTES LIES AUX IMMOBILISATIONS		93'038.66	125'987.05
<u>Fondation privée</u>	P14	33'750.00	45'000.00
<u>Loterie Romande</u>	P15	59'288.66	80'987.05
FONDS PROPRES		122'734.59	101'455.87
<u>Réserve issue des résultats antérieurs a 2013/2016</u>		-10'357.85	-10'357.85
<u>Réserve issue des résultats 2017/2020</u>		68'901.73	-
<u>Fonds de développement projet</u>		42'911.99	42'911.99
<u>Part de subvention non dépensée cumulée</u>	P16	-	54'998.88
<u>Part de subvention non dépensée de l'exercice</u>	P17	21'278.72	13'902.85

COMPTE D'EXPLOITATION DU 01.01.21 AU 31.12.21	BUDGET 2021	2021	2020
PRODUITS	2'715'890	2'797'750.65	2'794'923.60
Etat de Genève	2'702'990	2'723'080.00	2'545'990.00
Dons et cotisations	1'000	7'360.00	2'850.00
Produits affectés	-	40'000.00	224'058.00
Autres produits	11'900	27'310.65	22'025.60
CHARGES COÛTS	-2'565'190	-2'501'643.98	-2'498'260.78
Charges de personnel	-2'286'530	-2'250'444.69	-2'230'877.62
Activités Quai 9	-233'660	-197'733.49	-174'819.53
Activités Pôle et FAR	-5'000	-5'393.60	-11'919.05
Activités DC	-40'000	-47'688.15	-68'757.79
Activités NB?		-384.05	-7'869.59
Activités VHC		-	-4'017.20
CHARGES ADMINISTRATIVES	-150'700	-200'132.91	-196'194.30
Coûts des locaux	-59'000	-112'516.03	-120'941.32
Charges véhicules	-3'000	-4'773.65	-15'956.50
Communication & visibilité	-22'400	-18'860.48	-14'376.65
Communication & visibilité	-12'400	-13'092.36	-9'198.90
Journal	-10'000	-5'768.12	-5'177.75
Frais généraux	-45'300	-44'646.65	-26'830.61
Communication(tél-internet)	-9'300	-7'888.40	-5'960.30
Amortissement informatique	-3'000	-	-2'877.78
Frais de réunion institutionnelles	-5'000	-4'950.00	-42.00
Divers	-3'000	-	-180.75
Bureautique	-25'000	-31'808.25	-17'769.78
Honoraires fiduciaire	-15'000	-12'924.00	-12'924.00
Assurances	-6'000	-6'412.10	-5'165.22
RESULTAT D'EXPLOITATION	-	95'973.76	100'468.52
Résultat financier		1'642.90	-1'052.97
Résultat antérieur		4'840.05	12'491.85
Résultat exceptionnel		-	-1'890.00
Variation du capital des fonds		-7'051.61	-47'745.65
Attribution de fonds affectés	-	-40'000.00	-275'164.15
Utilisation de fonds affectés	-	32'948.39	227'418.50
RESULTAT AVANT REPARTITION	-	95'405.10	62'271.75
Part subvention de l'entité	25%	-21'278.72	-13'902.85
Part subvention Etat	75%	-74'126.38	-48'368.90
RESULTAT APRES REPARTITION	-	-	-

IMPRESSUM

Contact

Association Première ligne
6, rue de la Pépinière
1201 Genève

Direction & Administration, le Quai 9 et le Pôle

6, rue de la Pépinière, 1201 Genève

T +41(0)22 748 28 78
F +41 (0)22 748 28 79

info@premiereligne.ch

www.premiereligne.ch
www.facebook.com/associationpremiere-ligne

Pour le présent rapport d'activités

Rédaction

Ayari Felix Beltrametti - présidente
Tamara Chkheidze, Vanessa Lehmann, Valentine Naef, Luviana Dufey, Lise Bayo, Céline Costaz, Laura Vincensini, David Sensibile, Olivier Stabile, Linda Zehetbauer, Gloria Jimenez, Loic Stefan - équipe Quai 9 et Pôle de valorisation sociale
Pascaline Comte Dizier - collaboratrice CSAPA Apreto - France
Roxane Mégevand - coordinatrice Nuit blanche
Kenza Holst-Roness, David Perrin, Stéphane Moelo - collaborateurs.trice Nuit blanche
Cyrus Brüggimann - intervenant Nuit blanche
Giovanni Innaurato, Sylvain De Lucia - médecins de la consultation médicale du Quai 9

Coordination

Kenza Holst-Roness

Relectures des textes

Martine Baudin

Mise en page

Kenza Holst-Roness

Photographies

Anaëlle Perriard et collaborateurs Première ligne

Nuit blanche

Local 6, rue J-J de Sellon 6
Accès par la rue de la Sibérie
au fond de la cour
1201 Genève

T +41(0)22 733 70 50

contact@nuit-blanche.ch

www.nuit-blanche.ch
www.facebook.com/actionnuitblanche
www.instagram.com/action_nuit_blanche/

premièreligne